

Recherches sociographiques



Genèse de la société québécoise

Brigitte Dumas, Jacques Beauchemin, Alain-G. Gagnon, Greg Marc Nielsen,
Gilles Bourque, Jean-Jacques Simard, Gilles Paquet et Fernand Dumont

Volume 36, numéro 1, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056917ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056917ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Dumas, B., Beauchemin, J., Gagnon, A.-G., Nielsen, G. M., Bourque, G., Simard, J.-J., Paquet, G. & Dumont, F. (1995). Genèse de la société québécoise. *Recherches sociographiques*, 36(1), 77–120. <https://doi.org/10.7202/056917ar>

FORUM

À la fois pour stimuler la discussion sur la société québécoise, objet privilégié de notre revue et pour rendre hommage à l'un de ses fondateurs, l'équipe de *Recherches sociographiques* a cru bon organiser un forum autour du récent livre de Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise* (Montréal, Boréal, 1993).

Nous avons fait appel à des spécialistes d'horizons disciplinaires différents et de diverses générations, et trois collègues (Gilles Bourque, Gilles Paquet, Jean-Jacques Simard) ont accepté notre invitation; par ailleurs, Jacques Beauchemin, Brigitte Dumas, Alain-G. Gagnon et Greg Marc Nielsen ont bien voulu nous confier les textes qu'ils avaient présentés à une table ronde organisée par l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française lors de son colloque de mai 1994 pour souligner la longue carrière universitaire de Fernand Dumont. Nous tenons à remercier Jean-François Côté, responsable de ce colloque et de cette table ronde, de nous avoir aimablement permis de reproduire leurs communications.

Fernand Dumont a bien voulu commenter les analyses critiques de son ouvrage, nous lui en sommes très reconnaissants.

La rédaction

À PROPOS DE LA GENÈSE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

Dès le début de *Genèse de la société québécoise*, Dumont se dit « fils » d'un pays hypothétique. Il avait déjà écrit que la pensée québécoise était une pensée en exil. C'est à raconter le récit de nos origines et à dessiner « une nouvelle figure de nous-mêmes » que le livre s'emploie. À la suite d'un constat maintes fois réitéré de l'effritement de l'identité collective, il devient impérieux de revenir à la genèse du phénomène pour se donner une conscience historique. La genèse devrait s'arrêter là où la référence est complétée, écrit-il.

Le livre est construit en deux parties: la première s'attarde au récit de la fondation, la seconde, à celui de la construction de la référence; nous en parcourons l'architecture.

La fondation

De la découverte à la colonisation, deux utopies, l'une religieuse puis l'autre politique, s'installent et animent le projet européen. Mais très tôt, l'origine se présente comme un avortement, elle est marquée d'un échec. La Nouvelle-France vit un traumatisme avant la conquête anglaise. L'identité collective est menacée mais un embryon de société naît avec sa structure économique et son organisation sociale. L'économie est basée sur le commerce des fourrures; les compagnies en font une colonie de comptoirs. La guerre constitue l'autre activité économique importante car les disputes européennes ont des répercussions en Amérique. Les industries que Talon avait mises sur pied s'étiolent après son départ.

Le rang est la structure sociale fondamentale plus que la seigneurie. L'organisation sociale est basée sur le rang, la famille, le voisinage. La collectivité se forme autour de trois institutions que sont l'administration, l'église et le régime seigneurial. Les élites sont diversifiées: la noblesse partage des valeurs féodales, la bourgeoisie s'adonne au commerce. Mais les conditions ne sont pas encore réunies pour que naisse une conscience politique et nationale. Vient le moment de la conquête anglaise. Dumont rappelle les débats entre les deux écoles historiographiques sur les répercussions réelles de la Conquête. Il choisit de ne pas trancher entre les deux et se tourne vers l'examen de la « mise en place des conditions d'une conscience politique ». Les principaux facteurs recensés sont: la politique de la métropole et les pouvoirs locaux, les changements dans la morphologie sociale, l'immigration britannique et de nouvelles élites définitrices des situations.

L'enjeu pour la métropole est de construire un empire britannique. Le pouvoir politique sera de connivence avec l'Église pour assurer sa domination. Marcel TRUDEL a parlé de la servitude de l'église sous le régime anglais, écartelée entre une communauté homogène et le pouvoir politique étranger.

Toutes les conditions pour l'émergence et l'amplification des tensions sont réunies.

Après la Conquête, il y a continuité dans les pratiques économiques : on exporte les fourrures, le blé, le poisson. Mais il y a déplacement et concentration de l'entrepreneurship du côté anglais. En même temps, on assiste à une poussée démographique notoire, à l'émergence et à la consolidation d'une société traditionnelle. Les administrateurs français et une partie des élites sont repartis et le peuple garde une vive mémoire des ravages de la guerre. L'arrivée des loyalistes américains qui réclament une chambre d'assemblée sanctionne la présence de l'autre. Une grande bourgeoisie d'affaires anglaise se forme et la noblesse autochtone est réduite à la propriété terrienne. La bourgeoisie professionnelle s'accroît et se diversifie; la bourgeoisie compte aussi des marchands; certains retournent même à la terre. Il y a donc une parenté des origines qui assure la formation de liens organiques entre la bourgeoisie et le peuple. La bourgeoisie française prendra la parole dans le nouveau parlement et on assiste à la production d'idéologies et à la naissance d'une conscience politique, à l'apparition d'une convergence entre la conscience de classe et la conscience nationale chez les élites. La grande bourgeoisie anglaise réclame toujours l'assimilation, considérée comme un bienfait. Les Canadiens, pensent-ils, sont des incapables et des ignares en agriculture et en affaires. Leurs institutions sont inefficaces. À l'opposé, la race anglaise possède toutes les grandes qualités. La conclusion doit être claire pour tous : il faut assimiler les Canadiens à la race anglaise pour les faire bénéficier des institutions britanniques. Les élites cléricale et bourgeoise francophones sont toujours solidaires mais vivent des tensions qui entraîneront de «nouvelles médiations» : des organisations, des plates-formes politiques, des idéologies. Les contradictions dans les structures sociales trouvent leur écho dans le discours politique. Dumont qualifie la collectivité canadienne de «réserve», de «société en sursis». Une rhétorique de la servitude naît. On tente de démontrer que le maintien des institutions est indispensable au fonctionnement de la société et que les Britanniques pourraient en tirer des avantages. L'Acte de Québec (1791) accorde la sauvegarde de la religion et du droit mais de façon essentiellement formelle. Le Bas et le Haut-Canada sont séparés et possèdent chacun leur régime constitutionnel. L'opinion publique trouve de nouvelles tribunes pour s'exprimer. Dumont distingue deux conséquences : la collectivité est définie en termes politiques; la bourgeoisie, privée de pouvoir économique, va compenser par l'utilisation des institutions parlementaires. Le discours décrit une société normale qui devrait disposer de ressources matérielles et de capital culturel. C'est «l'utopie de l'accomplissement conjoint de la collectivité et de l'élite». L'année 1791 marque le vrai commencement de l'histoire de ce peuple. Même Étienne Parent remercie la providence qui a fait que la domination a changé. Les plaidoyers pour la survivance sont désormais obsolètes. Mais une contradiction aussitôt surgit : si l'héritage du régime français est fondamentalement despotique, comment en justifier le maintien ? L'ancien discours de la survivance est jumelé au discours consti-

tutionnel. Dumont retrace encore cette ambiguïté dans notre conscience politique contemporaine. La survivance n'est cependant pas imperméable à la diffusion de la pensée des Lumières, à ce que Dumont appelle la critique sociale, dont les thèmes sont l'égalité, la tolérance, la liberté, la raison. Les révolutions française et américaine ont aussi des échos ici.

La construction de la référence

Un sentiment national existait dès l'époque de la Nouvelle-France. Ce sentiment s'amplifiera et s'ancrera au cœur des représentations collectives. Dumont insiste pour bien différencier sentiment national et avènement de la nation dans le discours. Pour qu'apparaisse le premier, il faut que la dualité nationale soit affirmée. C'est pourquoi il surgit de manière négative, sous le coup de force des Anglais. Les Canadiens sont condamnés à se reconnaître comme une nation. Dumont prend à témoin Papineau qui en 1820 déclare que les arguments de la survivance sont terminés, qu'il faut valoriser l'héritage français à cause de la valeur intrinsèque des institutions. Le passage de la conception de la collectivité comme entité politique à celle de nation est réussi d'autant que le voisinage américain y convie. Les idées de nation et de république s'apparentent sans se confondre. C'est dire que «l'ébullition idéologique» des années 1830 combine la question politique, la question économique et celle de l'éducation (É. Parent). Les élites francophones se passionnent pour la politique depuis un moment déjà pour contrer le discours de l'assimilation. Une société politique avec responsabilité ministérielle est née. Le problème se posait davantage pour le peuple: héritier de la survivance, comment pouvait-il s'identifier à la constitution? Le discours de la survivance demeurera essentiel (p. 103), le discours sur la nation s'appuiera sur les institutions qui lui sont propres. Mais l'autonomie pour un peuple si peu nombreux est-elle possible et réalisable? Plutôt que de qualifier de nationaliste l'idéologie qui défend le maintien de la collectivité, Dumont préfère s'en tenir à la survivance. La «réserve» francophone est le résultat du combat contre l'assimilation et de celui pour la survivance. L'idée d'une communauté qui trouve sa cohésion dans ses institutions, ses valeurs, ses croyances prévaut sur l'idée d'une nationalité politique (p. 189).

L'Union de 1841 est une répétition de la Conquête, et la Confédération n'en est que le prolongement. C'est aussi la consécration de deux sociétés parallèles; l'une est culturelle, l'autre, politique. Une référence se construit par un chassé-croisé de la mémoire et de l'utopie. Plusieurs œuvrent à la définition de l'utopie. Les Rouges rêvent de bâtir une société républicaine à l'image de nos voisins. Pour Étienne Parent, la naissance ne sera possible qu'au prix d'une organisation structurelle de la société: d'abord la création d'une bourgeoisie d'affaires jusqu'au renouvellement de toutes les élites par le biais d'une réforme de l'éducation. C'est un appel ou renouvellement de la culture collective. La colonisation est une autre figure de l'utopie qui selon Dumont va bien au-delà de ce que l'on a qualifié

d'agriculturisme. Les motifs à l'origine du projet sont de plusieurs ordres : l'émigration vers les États-Unis et la prolétarianisation des villes en inquiètent plusieurs. La collaboration représente une reconquête pour construire une société à vocation agricole qui conférerait à la collectivité une identité culturelle. Toutes les utopies convergent autour de l'idée de nation issue de la proximité des États-Unis et de la dépendance économique. Un nationalisme de la survivance vient parer à l'échec des utopies (p. 277). Les utopies sont autant des lectures de l'histoire que des projections dans l'avenir. Mémoire et utopie sont à la jonction d'une littérature qui «achève la genèse de la société québécoise» parvenue à une représentation d'elle-même. La société s'est construite par le bas, dit Dumont.

La genèse de la société québécoise s'est formée sous l'inspiration d'une dépendance extérieure et d'une sociabilité primaire. Dumont y voit une entrave majeure à l'édification de la nation et à l'organisation politique. La genèse s'est faite sous le signe de la résistance. Cette dernière la met en marge des événements éclatants de l'histoire. L'histoire de la genèse, c'est aussi celle de sa tragédie.

*
* *
*

Dans la section «Présupposés et justifications», Dumont rappelle les hypothèses centrales qui fondent sa sociologie de la culture. D'abord les sociétés sont des pratiques de l'interprétation, des débats. D'où son intérêt marqué pour l'analyse des idéologies et des utopies inscrites dans le discours. Les sciences humaines ne sont que le prolongement de cette interprétation à l'intersection de l'empirique et de l'imaginaire. Dédoublement comme condition de possibilité des idéologies, de l'historiographie et de la littérature qui président à la création de la référence. Car l'idée fondamentale chez Dumont est bien celle de dédoublement des cultures. L'interprétation est rendue possible et nécessaire par ce dédoublement.

Dumont se défend bien de vouloir substituer une nouvelle histoire à l'ancienne. Il mène plutôt un travail proprement sociologique à l'aide d'hypothèses plus générales sur la formation des sociétés globales et des représentations collectives de l'identité. C'est certainement aussi une œuvre de la maturité : il a depuis longtemps fait des analyses partielles des idéologies, de la conscience historique, des structures sociales. Il évite de trancher dans des débats historiographiques encore pertinents ; il en connaît l'existence et en propose une interprétation de second degré méthodiquement et rigoureusement construite.

La construction du livre n'est pas sans rappeler le programme qu'il proposait dans son cours sur la société québécoise, basé sur le postulat que le Québec était la représentation qu'on s'en fait. Il y proposait une analyse de la société globale, concept qui devait servir de référence pour toute recherche empirique. Car la société globale était un niveau d'analyse spécifique non réductible à un contenant de tous les phénomènes sociaux. Dans son cours, il distinguait deux voies d'analyse. Pour

la première, du point de vue des structures, la réalité sociale apparaît dans sa forme objective, par l'économie, la démographie, l'organisation sociale. La seconde, du point de vue de la culture et des idéologies, envisage la structure sociale comme sous-produit de la culture. Dans les années 1970, il choisissait la première voie. Son dernier livre emprunte la deuxième puisqu'il s'intéresse à la construction de la référence comme pôle de la genèse d'une société, genèse qui devient la raison de notre courage et de notre imagination pour l'avenir. L'avenir devra être inventé d'une façon différente de l'histoire pour éviter qu'il ne soit comme elle une suite de répétitions. Dumont avouait, lors de la table ronde organisée autour de son livre par l'ACSALF en 1994, tirer cette conclusion des enseignements de la psychanalyse auxquels d'ailleurs il a référé tout au long de son œuvre.

Voilà un très beau livre qui nous parle de notre héritage en même temps qu'il nous invite à avoir le «courage de la liberté», liberté qui devrait s'employer à réconcilier la nation politique et culturelle pour sortir de la marginalité à laquelle nous a poussés la survivance.

Le Québec est encore à l'heure des choix déchirants. On regrette que ce livre se termine car on aurait volontiers poursuivi la lecture de cette reconstruction si prenante de la référence.

Pour conclure, j'aimerais adresser trois questions à M. Dumont: À quelles conditions pourra-t-on réconcilier la nation politique et la nation culturelle? Y a-t-il plusieurs figures possibles de réconciliation dans un contexte de mondialisation? Est-ce que les modalités traditionnelles de la formation de la collectivité (sociabilité et parenté d'origine) sont complètement érodées? Si oui, par quoi peut-on les remplacer? Si non, comment les réactiver?

Brigitte DUMAS

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*

LA NOTION DE GENÈSE DANS *GENÈSE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE*

L'une des contributions les plus intéressantes de cette *Genèse de la société québécoise* que nous présente Fernand Dumont se situe sur le plan macrosociologique. L'on y aperçoit clairement les contraintes à l'intérieur desquelles les sociétés produisent leur existence. À ce niveau, on découvre au moins deux choses. Premièrement que les sociétés inventent non seulement la forme que prendront leurs institutions, la façon dont elles créeront leur espace, le mode de vie qu'elles se donneront, mais aussi et surtout leur référence identitaire, leur rapport à elles-mêmes.

On découvre ensuite que l'espace dans lequel s'inventent les sociétés est soumis à des contraintes de départ. Ainsi, les utopies européennes, politique et missionnaire, si bien décrites dans cet ouvrage, ont pesé de tout leur poids sur le destin des colonies américaines, non seulement parce qu'elles proposaient de loin les cadres du développement économique, mais aussi parce que c'est à partir d'elles que, plus tard, quand viendra le moment d'asseoir la référence, la mémoire pourra réinventer les origines de la communauté. L'historiographie du Québec de la seconde moitié du XIX^e siècle s'adonne ainsi à un récit des origines qui tiendra lieu de mythe fondateur de la communauté. De GARNEAU à GROULX, en passant bien sûr par l'abbé LAFLÈCHE et Mgr PÂQUET, s'écrit une histoire exaltant rétrospectivement la grandeur de l'Église en Nouvelle-France pour mieux enfoncer ces balises identitaires que seront, pour les générations d'après 1840, la vocation agricole et le messianisme canadien-français. Mythes compensatoires ou repli psychologique d'une société traumatisée et inquiète, comme l'a écrit Guy ROCHER (1973), mais qui n'en constituent pas moins l'horizon de la référence identitaire du Québec au moment de son entrée dans le XX^e siècle et sans doute au-delà, bien qu'il ne faille pas ignorer les effets précoces et corrosifs d'une modernité agissante au sein de la représentation traditionaliste, cela très tôt dans le siècle.

Cette genèse est donc l'occasion d'une relecture extrêmement intéressante du XIX^e siècle dans laquelle se révèlent les pesanteurs historiques à partir desquelles la société québécoise a pu fonder son rapport à elle-même. Les concepts mobilisés sont alors ceux de référence et, autour de lui, ceux de discours et de mémoire. Parcourant très sommairement l'itinéraire de la démonstration, on peut faire ressortir, il me semble, que la référence s'est élaborée à partir de deux types de déterminations. Les premières déploient leurs effets dans le cadre colonial mais tirent leur origine d'ailleurs. Elles appartiennent aux contingences historiques de l'aventure coloniale dont les tenants et aboutissants renvoient au développement de la modernité en Europe et aux déplacements des rapports de forces entre la France et l'Angleterre. Les secondes relèvent du développement endogène de la société canadienne-française.

Les effets de l'aventure coloniale européenne peuvent être résumés dans la séquence suivante. La Nouvelle-France est d'abord la matérialisation d'une utopie, celle de l'Europe renaissante et de son élan civilisateur. Utopie à la fois politique et missionnaire qui va se solder par un échec. Les cendres de cette utopie n'en seront pas moins la matière première à partir de laquelle, bien plus tard, la mémoire va essayer de reconstruire l'identité collective. La Conquête, ensuite, constitue une rupture et dégage la possibilité future de la formation d'une conscience politique. C'est l'expérience de « l'autre » et la naissance du « sentiment national ». Le Régime anglais est le théâtre d'une aventure politique qui va s'amorcer avec la création de la Chambre d'assemblée en 1791. La bourgeoisie canadienne-française va jouer le jeu auquel l'accule le cadre constitutionnel britannique. La collectivité que l'on défendra ne correspondra pas alors à la communauté nationale canadienne-française

telle qu'elle se donne pour ainsi dire naturellement, mais englobe à la fois anglophones et francophones qu'elle réunit sous la figure du citoyen. Il s'agit d'une période trouble du point de vue de la production de la référence en raison de ce que Fernand Dumont nomme très justement le «brouillage» de l'idée de nation canadienne-française. Enfin, les Rébellions et l'Acte d'union constituent la fin des illusions de la période précédente : le projet de l'Union est ouvertement assimilateur et verra naître le nationalisme dans la forme qu'il adoptera jusqu'à la Révolution tranquille : il sera défensif et conservateur.

Outre ces éléments de conjoncture, l'analyse s'attarde à certains facteurs qui relèvent du développement endogène de la société canadienne-française. En l'absence d'institutions régulatrices (politique ou religieuse) capables d'imposer fortement leur présence, voici une société dont l'organisation et l'intégration se sont, dès ses origines, effectuées «par le bas», à l'intérieur du réseau des solidarités élémentaires que constituent le rang, la famille, le village et la paroisse. Ce repli sur la sociabilité élémentaire a pu contribuer ensuite à la persistance du traditionalisme.

Ce qui ressort toutefois le plus nettement de cette relecture du XIX^e siècle, ce sont les forces centrifuges dans le champ desquelles la société canadienne-française se construit et se donne à elle-même comme objet à interpréter. Des forces centrifuges qui font en sorte que cette société paraît toujours déportée d'elle-même, impuissante à se ramasser en son centre, là où elle pourrait construire sans entraves son image d'elle-même, sa référence. Ainsi en est-il, par exemple, du rapport au territoire. La distinction entre le territoire de la colonisation au sens strict (la vallée du Saint-Laurent) et un hinterland, cet immense territoire, celui du coureur des bois, espace de liberté pour celui qui le parcourt, renvoie en fait à la question de savoir quelle activité productive, de l'agriculture ou du commerce de la fourrure, dominera le développement de la colonie. Deux mentalités ont découlé de cette opposition : l'enracinement et la mobilité.

Que l'organisation sociale se soit tissée à travers le réseau élémentaire de la sociabilité ainsi que la faiblesse relative des institutions régulatrices ont eu pour effet d'entraver l'élaboration, jusqu'en 1840, d'un discours unifiant, tenu des hauteurs des grandes institutions sociales. Ceci a pu favoriser la survivance de ce que Marcel RIOUX (1971) a appelé la «petite tradition», en même temps que se trouvait entravée l'élaboration d'une référence identitaire commune.

Autre force centrifuge, le décentrement d'une autodéfinition identitaire causé par le discours péjoratif de «l'autre», l'anglophone, et qui finit par s'imposer comme élément de référence. Les Canadiens français de la première moitié du XIX^e siècle apprennent à se voir du point de vue défavorable de l'anglophone. Fernand Dumont écrit qu'il en est résulté un certain complexe d'infériorité dont les traces ne sont peut-être pas effacées encore aujourd'hui.

Ces forces centrifuges sont au fondement d'une référence ambivalente, d'un rapport à soi-même cherchant à intégrer les éléments disparates que l'histoire a déposés sur le chemin de la société québécoise. Cette ambivalence trouve sans doute son illustration la plus claire dans l'œuvre de F.-X. GARNEAU. D'ailleurs, les pages consacrées à l'œuvre de cet historien comptent parmi les plus intéressantes de ce livre. L'analyse nous révèle un Garneau ambivalent, oscillant entre l'enthousiasme débridé que lui inspirent les révolutions bourgeoises et un conservatisme un peu frileux qui le conduit à exalter la tradition. Ce que l'analyse montre brillamment, c'est la dualité de la notion de peuple chez Garneau. Il est ainsi des peuples producteurs d'histoire et d'autres, inscrits dans les profondeurs silencieuses du quotidien, de la continuité et de la tradition. Le peuple canadien-français est de ceux-ci. C'est en tous cas cette définition que Garneau va proposer à sa postérité. Le grand mérite de Dumont consiste à montrer que la référence identitaire qui se condensera dans la deuxième moitié du XIX^e siècle est tributaire à la fois de la conjoncture politique instaurée par l'Union et des éléments de culture consolidés par l'histoire. Le conservatisme qui en résultera apparaît alors comme un effet des pesanteurs de l'histoire bien davantage que comme une quelconque prédisposition à l'automarginalisation et au repli. Fernand Dumont parvient ainsi à montrer que le père de l'historiographie nationaliste canadienne-française, à l'instar de la société qu'il entreprend de décrire, n'a d'autre choix que de s'arc-bouter à la rhétorique de la survivance de la race face à la menace de l'assimilation. La tendresse mêlée de compassion que Dumont a toujours entretenue vis-à-vis de ce qu'il a appelé nos « doctrines de pauvres » ou les réflexes défensifs d'un nationalisme empêtré de références traditionalistes s'expliquent sans doute par ce sentiment, profond chez lui, d'une société au destin tragique, condamnée à disparaître mais accrochée à l'histoire pourtant, tout à la fois insubmersible et immobile.

Cette ambivalence de la référence qui cherche à se fonder va donc se résoudre dans la deuxième moitié du XIX^e siècle dans un nationalisme, dont Fernand Dumont a montré ici et ailleurs le caractère essentiellement conservateur, fondé sur une autodéfinition non politique de la communauté. La référence qui se cristallise alors proposera aux Canadiens français une définition quasiment génétique d'eux-mêmes : la race canadienne-française agricole et catholique. Cette race s'assigne alors à elle-même son destin : la survivance dont le prix sera celui d'une marginalisation de l'histoire.

Voilà que se précise le thème, central dans cet ouvrage, du conservatisme canadien-français tel que l'historiographie en a reconnu la persistance entre 1840 et 1960 et qui nous est rappelé ici sous la belle évocation de « l'hiver de la survivance ». Dumont pose, dans une perspective généalogique, que les sédiments de la référence élaborée au XIX^e siècle sont toujours secrètement actifs dans la conscience québécoise contemporaine. On peut le dire autrement. L'ouvrage propose la thèse selon laquelle la société québécoise aurait peine à échapper à sa définition d'elle-même, celle qu'a produite la deuxième moitié du XIX^e siècle. Les effets

permanents de cette référence identitaire feraient en sorte que la société ait été jusqu'ici la victime inconsciente de recommencements, captive d'un empêchement, comme Fernand Dumont l'a si bien écrit dans *La vigile du Québec*. Les entraves qui pèsent sur la conscience historique de la société québécoise actuelle sont en quelque sorte présentées comme les effets à long terme de la référence identitaire produite au siècle précédent.

Cette thèse me semble soulever quelques questions en ce qui touche justement ces recommencements ou ces blocages dont la société québécoise actuelle serait le théâtre et que l'auteur aborde rapidement en conclusion. J'aimerais en rappeler très rapidement quelques-uns dans le but d'illustrer les questions que me suggèrent la lecture de l'ouvrage et plus particulièrement l'utilisation du concept de genèse. Dumont décrit, en guise de conclusion, trois attitudes inscrites dans la culture québécoise contemporaine qui, selon lui, se rapportent aux effets souterrains de la référence élaborée au siècle dernier.

- 1 – Une ambivalence vis-à-vis de la culture américaine, laquelle susciterait à la fois une admiration béate et une dénonciation amère. Voilà qui constituerait l'écho lointain et déformé de l'inquiétude du siècle dernier face à la dépendance économique et de la condamnation cléricale du mode de vie américain et du matérialisme.
- 2 – Ambivalence encore vis-à-vis de la France: la Conquête aurait engendré une nostalgie de l'origine telle que la douleur de la séparation serait toujours ressentie. Ce qui n'empêche en rien que la culture française puisse être à l'occasion condamnée elle aussi pour ses visées impérialistes. «L'émancipation du foyer original ne semble pas achevée» constate Fernand Dumont.
- 3 – Enfin, le nationalisme québécois s'ouvrirait difficilement aux autres cultures à l'égard desquelles il est à la fois méfiant, envieux ou naïf lorsqu'il se prend d'enthousiasme pour elles. Ce trait du nationalisme actuel constituerait l'héritage du nationalisme défensif élaboré dans l'histoire canadienne-française.

Voilà qui me suggère une observation et une question. La démonstration qui nous est faite invoque à juste titre les déterminations externes et endogènes qui se sont exercées sur la formation de la référence au XIX^e siècle. L'analyse m'apparaît jusque-là authentiquement sociologique. Or, on semble renoncer à situer l'étude de la société actuelle dans le même cadre problématique que celui qui sert à celle du XIX^e siècle. L'ouvrage n'abandonne-t-il pas, dans ses incursions analytiques au sujet du Québec actuel, l'approche menée quant aux déterminations structurantes pour le XIX^e siècle? Tout se passe comme si l'histoire du Québec contemporain était tout entière contenue ou anticipée dans les soubresauts du siècle dernier. La conjoncture actuelle n'est plus alors que la réactivation d'une mémoire dont les effets clandestins joueraient dans les tréfonds d'une culture d'autant plus ignorante des liens qui l'attachent au passé qu'elle croit, à tort, avoir fait taire ses fantômes dans le passage à la Révolution tranquille. Si une histoire de la formation de la référence identitaire

est d'une indéniable utilité à la lecture du présent, sans doute faut-il aussi aborder l'analyse du Québec contemporain, comme l'auteur l'a si bien fait pour celle du XIX^e siècle, dans la perspective de rapports de forces structurants (la question constitutionnelle, la continentalisation, le développement de la multiethnicité, etc.) et dans celle d'une redéfinition de la socialité qui traverse toutes les sociétés occidentales modernes (crise sociale, épuisement des grandes valeurs de la modernité, etc.). De fait, les traits de la culture québécoise contemporaine énumérés plus haut pourraient faire l'objet d'une autre analyse. Je reprends les constats de Fernand Dumont quant aux particularités de la culture québécoise actuelle et des empêchements qu'elle devrait hypothétiquement chercher à dénouer en elle afin d'illustrer ce qui m'apparaît constituer les limites d'une approche trop unilatéralement culturaliste.

L'ambivalence relative à de la culture américaine, outre le fait qu'elle me semble partagée à l'échelle du monde, peut s'expliquer par ce qui est à la fois une appartenance à l'Amérique et la crainte, largement justifiée, de l'impérialisme culturel américain. Faut-il invoquer de quelconques reliquats séculaires à l'appui de cette ambivalence? De même, nos rapports changeants avec la France pourraient s'expliquer, entre autres choses, par les effets de la longue tradition d'échange intellectuel et culturel entre nos deux sociétés. Il m'arrive, par exemple, de penser que l'influence de la sociologie française au Québec s'est accompagnée d'une hargne, celle que ressentent peut-être toujours malgré eux les intellectuels des sociétés périphériques lorsqu'ils s'abreuvent à des traditions venues d'ailleurs. Bref, la relation amour / haine entretenue vis-à-vis de la France pourrait s'expliquer, elle aussi, dans le cadre d'une problématique très contemporaine des rapports centre / périphérie. Enfin, ce nationalisme québécois, apparemment réfractaire à la différence, n'est peut-être pas tant le résultat de «l'hiver de la survivance» et du conservatisme hérité du XIX^e siècle, que celui d'une réaction normale au fait que, pour des motifs sociodémographiques et socio-économiques évidents, les immigrants, en optant pour le Canada plutôt que pour le Québec, pour l'anglais plutôt que pour le français, peuvent apparaître aux yeux d'un certain nationalisme comme un frein au projet souverainiste.

Au-delà du grand intérêt que représente la fresque du XIX^e siècle que l'on y retrouve, l'ouvrage me semble donc soulever deux questions à portée théorique. Le cadre théorique adopté pour l'analyse du XIX^e siècle n'est-il pas abandonné pour celle du Québec contemporain? Plus fondamentalement, s'il est vrai que, sur le plan politique, la société québécoise est, comme l'écrit Fernand Dumont, à l'heure où elle doit maintenant «joindre à la patience obstinée de jadis le courage de la liberté», dans quelle mesure, sur le plan théorique cette fois, la perspective généalogique adoptée dans ce livre peut-elle servir l'analyse de la conscience québécoise contemporaine?

Jacques BEAUCHEMIN

*Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.*

BIBLIOGRAPHIE

RIoux, Marcel, «Notes sur le développement socio-culturel du Canada français», dans : Marcel RIoux 1971 et Yves MARTIN (dirs), *La société canadienne-française*, Montréal, Hurtubise HMH, 173-187.

ROCHER, Guy, *Le Québec en mutation*, Montréal, Hurtubise HMH, 1973

NOTES SUR LA GENÈSE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

Dans *Genèse de la société québécoise*, Fernand Dumont revient à sa plus grande préoccupation : celle de l'avenir du Québec. Pour ce faire, il se propose d'effectuer un retour sur l'histoire des idées au Québec. Plus tôt dans sa carrière, il a ouvert des chantiers fort importants sans lesquels son ouvrage n'aurait pas les solides assises qu'on lui trouve. Qu'il s'agisse de ses travaux sur le développement des idéologies ou sur la culture, ou encore de ses études dans les champs de l'anthropologie et de la théologie, il a continuellement retourné la terre dans le but d'apporter un nouvel éclairage sur les origines de la société québécoise.

Sa présente contribution est d'autant plus novatrice qu'elle met en valeur à la fois une dimension archéologique (types d'institutions qui se superposent) et une dimension généalogique du savoir (traits culturels donnant un sens aux activités sociales et politiques des acteurs en présence). Il rappelle avec à-propos :

Au cours des premières phases de développement d'une collectivité sont mis en forme des tendances et des empêchements qui (...) demeurent des impératifs sous-jacents au flot toujours nouveau des événements. Comme si l'histoire se situait à deux niveaux, les sédiments de la phase de formation restent actifs sous les événements des périodes ultérieures. De sorte qu'en accédant à cette couche profonde de l'histoire on aurait la faculté de mieux appréhender la signification du présent. (P. 331.)

Il est possible d'imposer des institutions à une nation conquise mais on ne peut lui imposer des valeurs qui lui sont étrangères sans que les membres de cette société n'y consentent. Aussi, Dumont souligne l'importance de faire appel à la littérature pour inscrire la différence québécoise afin de valoriser les mythes et les légendes sur lesquels elle s'est édifiée et pour ancrer les pratiques sociales et culturelles qui la nourrissent. Pour reprendre ses termes, «on ne survit qu'à la condition de justifier sa différence» (p. 184). Plus loin, il affirme :

Comment survivre sans invoquer le passé, puisqu'une nation qui est avant tout une culture se ramène à un héritage? Ce double recours à l'espérance et à la mémoire est une justification. C'est aussi une garantie de durée. Car il en résultera, par le pouvoir de l'écriture, l'édification d'une référence qui rendra un peuple présent à l'histoire. (P. 236.)

D'emblée, il est intéressant de noter que même si Fernand Dumont privilégie dans *Genèse de la société québécoise* une approche historiographique, littéraire et

sociologique de la réalité, c'est dans la mouvance politique qu'il trouve les principales expressions de la nation québécoise et c'est dans cette même mouvance qu'il peut imaginer les premiers balbutiements du nationalisme québécois. L'Acte d'union de 1841 et l'obtention du gouvernement responsable sont deux temps forts de la construction de l'identité québécoise, piliers sur lesquels s'appuyèrent les forces nationalistes québécoises. Dumont constate que :

« À chaque génération, on rappellera la subordination économique de la nation. La reconquête connaîtra encore d'autres versions, dont l'idéal de la souveraineté du Québec, qui ne date pas d'aujourd'hui. (...) En somme, l'échec des utopies (par exemple : l'échec de l'utopie républicaine pour les indépendantistes), en reportant l'échéance des rêves qu'elles ont entretenus, engendre le nationalisme canadien-français. » (P. 277.)

Au cœur du questionnement qui inspire l'ouvrage, on trouve une quête des fondements de l'identité québécoise. L'auteur procède à une exploration serrée de la mémoire historique, des mythes et des légendes, de même que de la littérature qui incarnent les principaux points de repères de l'édification de la nation et qui, lorsqu'ils se conjuguent, constituent des éléments incontournables pour mieux rendre compte de la montée du nationalisme au Québec¹.

L'ouvrage de Fernand Dumont réserve une place fort importante à l'approche pluridisciplinaire mieux à même d'inscrire sa démarche. Pour connaître les contours de l'identité, lui semble-t-il, il ne faut pas hésiter à faire appel à une telle approche, sinon on risquerait de ne rendre compte que bien partiellement de phénomènes aussi larges que celui de la construction identitaire. Dumont s'impose la tâche de sortir des sentiers battus de la sociologie, sans ignorer les enseignements des grands maîtres dont les DURKHEIM et les MAUSS, pour emprunter ceux de l'historiographie, de la littérature et, jusqu'à un certain point, de la science politique. Il s'agit ici d'un des points forts de sa démonstration. L'utilisation qu'il fait de la littérature est fort ingénieuse en ce qu'elle rapproche les acteurs en transcendant les frontières et en leur faisant voir et apprécier les différences culturelles.

Toute la démarche de Fernand Dumont repose sur les expériences de ceux qui l'ont précédé, de ceux qui donnent un sens à sa propre existence, sans être prisonnier des visions ou des valeurs qu'ils avancent. À la façon de MONTESQUIEU, il est d'avis que chaque peuple possède sa manière de penser, ses valeurs, ses particularités. La valorisation du spécifique ou, en d'autres mots, la construction de l'identité québécoise n'a de sens profond qu'en autant qu'il soit possible de la situer dans une mouvance plus large, qui fait appel à l'éthique politique et sociale, et qu'en autant qu'il soit possible d'y inscrire la construction d'un projet nationalitaire.

1. Fernand Dumont est d'avis qu'il faut situer l'émergence du nationalisme québécois au milieu des années 1850. Je ne partage pas son analyse. Il me semble qu'il faille attendre beaucoup plus tard pour reconnaître un tel phénomène. Mais selon lui, la notion de nationalisme est reléguée à celle du développement de la conscience historique plutôt qu'à celle d'un mouvement sociopolitique.

Genèse de la société québécoise vient à point nommé. L'étude permet de voir jusqu'où l'existence parallèle du discours canadien-anglais dominant et l'existence d'un contre-discours québécois, sans cesse renouvelé au cours des derniers siècles au Québec, nous amène à mieux cerner les enjeux, mais surtout de voir comment le grand rêve canadien cherche à se construire sur les fondements de projets identitaires récents sans égard pour les antécédents historiques, sans égard pour les legs de l'histoire comme si l'identité canadienne était quelque chose que l'on peut imposer aux citoyens d'un pays.

Un des aspects importants de différenciation entre les identités québécoise et canadienne se situe au chapitre de l'ancrage de l'identité québécoise qui s'abreuve d'une vaste littérature et d'une histoire politique commune. En ce sens, la littérature ne fait pas seulement œuvre d'expression d'une culture en plein changement mais elle exprime aussi la continuité d'un acte de naissance qui s'accomplit quotidiennement. La littérature devient un exercice de création identitaire, la consécration d'une manière de penser (dans le sens que lui donnait Montesquieu) et la confirmation qu'une nation est en train de se constituer.

Il est utile de paraphraser ici Gaston MIRON lorsqu'il déclare que les pays qui n'ont ni légendes ni mythes sont condamnés à disparaître. Il faut inscrire l'histoire de la nation et empêcher qu'à chaque fois qu'il y a dérapage, politique ou autre, on recommence continuellement sur de nouvelles bases sans prendre en compte la conscience historique qui vient donner un sens aux relations de pouvoir, aux rapports identitaires et à la manière de faire, de penser et de s'imaginer d'une nation.

La compréhension de la nation passe par une meilleure (re)connaissance des institutions, d'où la place que Dumont accorde à l'Église, au système d'éducation, au favoritisme, à la famille, au rang, etc. Les processus de la socialisation sont fort importants dans la construction de la société puisqu'ils donnent un sens à l'histoire et qu'ils agissent comme éléments stabilisateurs. C'est dans ce contexte que la langue occupe un rôle extrêmement important. L'auteur rappelle avec justesse que la société québécoise est une société intégrée par le bas (réseaux d'échanges) alors que les élites cherchent à les encadrer par le haut. «À plusieurs reprises, dit-il, je suis revenu sur une constante dans la genèse de la société québécoise: celle-ci s'est surtout structurée à la base.» (P. 219.)

Dumont croit de plus que pour tirer du passé des enseignements qui permettront de construire le Québec à venir, il ne faut pas l'idéaliser mais le situer le plus objectivement possible dans sa trame historique. Le Québec ne pourra assumer son avenir qu'en autant qu'il aura su assumer son passé.

La *Genèse* constitue une contribution majeure à la connaissance de l'histoire canadienne en partie parce qu'elle prend bien soin de ne pas évacuer de son questionnement la façon dont la nation canadienne s'est constituée. Dumont note au passage la coexistence d'une nation politique canadienne et d'une nation culturelle

québécoise et se questionne sur la nature de l'inadéquation (p. 327). Les lecteurs seront déçus ici puisqu'il se refuse à élaborer sa propre réflexion sur le sujet.

L'intérêt de l'ouvrage tient dans ce qu'il remet fondamentalement en question le révisionnisme délirant d'une kyrielle d'historiens canadiens-anglais pour qui la politique est devenue le lieu privilégié pour régler les grands problèmes d'historiographie canadienne. Il importe de rappeler ici que chez les historiens les plus en vue à l'heure actuelle au Canada anglais, dont font partie les David BERCUSON, Michael BLISS, Robert BOTHWELL et Jack GRANATSTEIN, on voit dans l'année 1867 le moment où le Canada s'est constitué comme «la nation nouvelle», ainsi que le souhaitaient les Pères de la Confédération (p. 208, 276, 327), évacuant tout le passé d'un seul trait de plume. À la suite du rapatriement de l'Acte constitutionnel de 1982, ces mêmes historiens ont révisé l'acte de naissance de la fédération canadienne. Selon eux, le Canada n'a de passé que son avenir. Ces divers actes de naissance, celui de 1867 ou encore celui de 1982, donnent l'impression que les Canadiens d'un accord commun coupent avec leur passé comme si cela était possible. Le temps a passé; le passé n'existe pas. Ce sont ces analyses révisionnistes qui donnent à la démarche de Dumont son sens véritable parce qu'elle souligne l'importance de ne pas tourner le dos aux commencements (p. 331) si l'on souhaite répondre aux défis actuels de la société québécoise.

Il est important de souligner que, contrairement à ce que nous proposent les leaders politiques canadiens, la nation ne se construit pas uniquement autour d'arrangements politiques comme celui de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 ou de l'Acte constitutionnel de 1982, même si ces derniers venaient inscrire une nouvelle réalité dont on ne peut ignorer les effets. Pour exister la nation a besoin de points d'ancrage, d'une conscience historique. On ne peut présumer recommencer à zéro les assises d'un pays ou les fondements d'une nation à chaque fois qu'il y a des changements institutionnels. Il faut compter aussi avec les légendes et les mythes sur lesquels les charpentes sont édifiées et sans lesquels une nation ne saurait résister à l'érosion du temps. Sans ces mythes fondateurs, réels ou imaginés, une société fragmentée et dualiste comme l'est la société canadienne ne peut espérer trouver une solution à sa crise identitaire en poursuivant sa fuite vers l'avant. Il faudra bien qu'un jour soit pris le rendez-vous avec l'histoire.

Contrairement à ce que nous laissent croire plusieurs historiens au Canada anglais, Fernand Dumont rappelle qu'il n'y a pas de vieille ni de nouvelle nation et qu'il serait illusoire de vouloir construire une nouvelle nation en délaissant ses origines comme voudraient le faire les David BERCUSON, Michael BLISS, Robert BOTHWELL, Jack GRANATSTEIN et plusieurs autres lorsqu'ils cherchent à construire le Canada en niant au Québec son statut de nation. Il est intéressant aussi de constater que les plus grands défenseurs de la nouvelle citoyenneté canadienne, celle de l'après 1982, se trouvent justement dans ce groupe d'historiens révisionnistes. Ils sont même disposés à faire fi de l'histoire afin de doter le Canada de nouvelles bases sans égard pour les précédentes comme si on pouvait en faire abstraction. À croire qu'il nous

est loisible de choisir de reconnaître ou non que le Canada fut d'abord constitué par les Autochtones et par les Canadiens d'origine française.

Fernand Dumont insiste tout au long de sa *Genèse* sur la notion de continuité. Ce concept revêt une place de première importance dans la construction d'une nation et d'un pays. Cette continuité devrait être présente tant dans les institutions et la littérature que dans les relations de pouvoir. La continuité se veut un symbole d'enracinement et donne un sens profond à l'expérience de la communauté nationale qui est en train de se constituer. Faute de la voir inscrite dans les institutions en place, la nation originelle demeure une référence inaliénable et permet à l'imaginaire de construire le pays de l'intérieur en poursuivant la construction de la mémoire historique. L'auteur insiste constamment sur la place centrale qui revient à la mémoire actualisant en quelque sorte la fameuse citation selon laquelle «l'oppression s'est toujours appuyée sur l'oubli» et «un peuple doit retrouver son passé pour maîtriser l'avenir»². La mémoire est, pour lui, un outil d'autodéfense et de construction de la nation imaginée.

L'établissement du rapport à la genèse auquel nous convie Dumont n'est pas sans avoir un sens profond. Il ne s'agit pas simplement d'identifier les marqueurs historiques de la société québécoise mais bien de définir le sens véritable de l'expérience québécoise. Plusieurs auteurs inspirés par la postmodernité affirment qu'il faut casser, sinon tout simplement rejeter, ce rapport à l'origine puisqu'il ne saurait être porteur de possibilités nouvelles, qu'il ne ferait que reproduire les luttes d'antan et qu'il viendrait confirmer les différences existant entre les communautés nationales plutôt que de chercher à les transcender³. L'ouvrage de Fernand Dumont vient contredire ce type d'interprétation des relations de pouvoir en mettant l'accent sur la construction des identités, sur l'édification de la culture et sur la reconnaissance de la conscience historique. C'est dans ce contexte plus global d'affirmation nationale qu'il importe donc de situer l'ensemble de son œuvre.

On peut avancer qu'à travers la *Genèse de la société québécoise*, Dumont vient inscrire la nation québécoise sur une trame historique qui n'est pas fictive et qui ne peut pas d'ailleurs se dérober devant l'importance de la conscience historique qui l'abreuve. La nation, tout comme l'identité, existe dès que des hommes et des femmes décident de l'inscrire dans le temps et dans l'espace. C'est ce qu'accomplit le sociologue. Et le commentaire qu'il fait à l'endroit de l'historien François-Xavier GARNEAU lui convient à son tour à merveilles: «Chez lui, le politique se mue en historien, l'engagement se déplace vers la mémoire.» (P. 293.)

Alain-G. GAGNON

*Département de science politique,
Université McGill.*

2. Voir la page de garde dans: Denis MONIÈRE (1977).

3. Voir à titre d'exemple, un livre récent: Fulvio CACCIA (1994).

BIBLIOGRAPHIE

CACCIA, Fulvio, *Golden Eighties*, Montréal, Éditions Balzac.
1994

MONIÈRE, Denis, *Le développement des idéologies au Québec*, Montréal, Québec / Amérique.
1977

LA RÉFÉRENCE EST-ELLE INDIVISIBLE ?

Il y a quelques années, voici ce que j'écrivais sur Dumont pour la *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie* (ma traduction) :

Fernand Dumont n'est pas très grand, mais il n'est pas petit. À soixante ans, il vient de terminer une deuxième thèse de doctorat en théologie. Bien qu'il semble toujours avoir besoin d'une coupe de cheveux, il s'habille bien et a l'air très élégant. Quand il parle, ses yeux bleu gris vont dans plusieurs directions, et ses mains se replient vers sa poitrine. D'une phrase à l'autre, il devient plus intense. Il écrit de façon poétique. Il écrit de la poésie.

Par la suite, j'ai pu constater que Dumont a les yeux plutôt noirs. Le rapport entre le réel et la narration qu'on en fait demeure un problème central pour les sciences humaines depuis deux mille ans. Platon se méfiait déjà des poètes. DUMONT, RIOUX, ROCHER, et il faut ajouter les noms de Hubert GUINDON et Michel FREITAG à cette liste des doyens de la sociologie québécoise, forment la première, et possiblement la dernière, génération à avoir tenté une narration globale sur la société.

Dans l'œuvre dont il est ici question, Dumont nous rappelle que les sciences humaines ont la responsabilité d'aller au-delà de la cueillette de données, pour devenir à la fois soutien, pensée et critique. Dumont est d'abord sociologue et anthropologue philosophique, chose rare en notre époque d'hyper-spécialisation, de revues avec comité, de lecteurs anonymes, où trop souvent le milieu de l'enseignement remplace la pédagogie par la formation de chercheurs-technocrates.

Sa sociologie de la culture se développe à travers un bagage conceptuel qui comprend quelques concepts clés dont l'idéologie, la mémoire, l'utopie, l'altérité et l'appartenance imaginaire de l'individu à la vie collective. La culture, concept central de sa pensée, renvoie tout simplement à la tentative de l'acteur de confirmer le sens de la vie sociale. «L'anthropologie est une réplique de la culture» alors que les idéologies sont les «pratiques proprement collectives de l'interprétation», écrit-il dans *L'anthropologie dans l'absence de l'homme* (1981, p. 11). Affirmer le sens veut dire non seulement explorer une absence, mais aussi déplacer une nouvelle absence. Dumont cherche à théoriser le désir en tant que mode d'existence fondé sur ce dédoublement entre sens et absence.

Même s'il décrit sa critique de la société comme une forme de psychanalyse, sa sociologie se développe suivant un structuralisme génétique interdisciplinaire.

Son anthropologie philosophique renvoie plus à la pratique culturelle qu'aux sous-bassements de la conscience individuelle. Les pratiques culturelles se structurent sur quatre plans et en deux dimensions. Il établit une distinction entre la culture savante qui reprend des catégories propres à la culture primaire (désir, imaginaire, conscience) mais selon des perspectives spécialisées, et la différenciation des pratiques institutionnelles intégratrices comme la loi, les affaires, l'éducation, le gouvernement, l'Église, l'administration, l'économie. Ces pratiques peuvent adopter les modèles de la culture savante mais pas ses programmes d'actions, étant donné leur rôle dans la gestion de la culture seconde. La culture populaire subit les effets de la hiérarchisation organisationnelle, mais elle s'adapte selon sa propre logique. Enfin, les unités traditionnelles de sens, ce niveau le plus profond de l'imaginaire, se maintiennent dans l'isolement et la séparation des environnements sociaux. Elles sont soit appropriées et ensuite réifiées ou même folklorisées par des organisations, soit préservées comme sources de mobilisation.

Voici de manière simplifiée, le cadre théorique qui sous-tend la *Genèse de la société québécoise*. La genèse est d'abord tributaire de l'impérialisme et de la colonisation européenne. Les visions du monde et les formes de discours de la société québécoise sont ainsi conçues dans le contexte du système mondial. En même temps que s'impose cette contrainte externe, Dumont discerne à l'intérieur de la société, sa transition difficile vers ses formes modernes. Il explique la genèse de la société québécoise, ainsi que sa transition vers la société industrielle et la résistance de ses élites conservatrices. L'opposition entre les visions du monde tournées vers le passé et le maintien des valeurs traditionnelles et celles orientées vers l'avenir, le progrès et la personnalisation du sujet individuel est présente depuis la naissance de l'imaginaire social québécois. Mais, le traumatisme collectif sous-tend-il véritablement ce long hiver de la survivance après 1840? Arrive-t-il sans aucune nouvelle médiation au printemps de la Révolution tranquille? Pour éviter tout essentialisme dans l'analyse génétique, ne faut-il pas reconnaître les limites de cette tentative visant à établir la continuité dans l'évolution de l'imaginaire collectif?

Le moment fondateur de cet imaginaire social est d'abord le résultat de l'échec du rêve européen. Sa genèse, si on peut dire sans trop contredire le concept même, se forme dans l'organisation polyculturelle de la Nouvelle-France, mélange de culture amérindienne et d'ethnicités diverses déjà conjuguées avant leur arrivée en Amérique (Juifs, Écossais et Français de plusieurs régions). Cette polyculture s'est développée dans une longue série d'oppositions qui ont donné naissance aux institutions parallèles de l'historiographie, de la littérature et de la référence. Le concept de nation de Dumont vient bien contrer les arguments de Eric HOBBSBAWN, de Anthony SMITH, de Benedicte ANDERSON, de Ernst GELLNER et de beaucoup d'autres qui travaillent sur la même question mais de l'autre côté de la médaille, c'est-à-dire, qui étudient le nationalisme comme figure d'exclusion ou de légitimation de la violence. Dumont insiste sur le fait que l'étude de la référence n'est pas

celle du nationalisme. En ce sens, la genèse de la société québécoise n'est pas la genèse d'un nationalisme ethnique ou politique au sens où l'entend Smith. Dumont sait que la majorité de l'humanité vit dans cette référence et son ouvrage présente une esquisse originale de la façon dont la nation est imaginée. C'est l'étude en quelque sorte qu'Anderson a promise dans le premier chapitre de *Imagined Communities* mais qu'il a abandonnée au profit de l'économie politique de l'essor du nationalisme. Hobsbawm prétend que l'historiographie de cet imaginaire ne peut se faire véritablement parce que le milieu populaire n'a pas laissé de documents sur lesquels la recherche puisse se fonder. Le livre de Dumont présente en ce sens une analyse très rare dans la mesure où il montre que la spécificité du sentiment national résulte du rapport entre les dimensions populaire et officielle de la culture. Mais pour mieux comprendre ce point de vue, il faut revenir sur sa théorie de la référence et sur son concept de l'identité.

La référence c'est ce à quoi le symbole renvoie. Elle est construite par la collectivité et l'État à travers la colonisation. La référence est d'abord fondée dans une culture primaire complexe. Je suis complètement d'accord avec Nicole GAGNON lorsqu'elle souligne que l'un des meilleurs aspects du livre de Dumont se trouve dans sa discussion sur la dialectique de l'identité. L'identité de l'identité et de la non-identité pour reprendre le concept de HEGEL, c'est-à-dire l'unité de la division entre sujet et objet, se base sur le désir d'une réponse d'autrui. «Je délimite et j'interprète un contexte pour moi et pour autrui», écrit Dumont (p. 340). L'attente d'une réponse de l'autre peut aussi reposer sur l'absence de correspondance entre le symbole et son référent, et le désir n'arrive jamais à l'unité du sens. Il me semble que c'est un peu la situation du rapport entre Québec et son autrui principal : le Canada anglais. L'absence de référence nationale décrit en quelque sorte le Canada actuel. Le Canada anglais est devenu, pour nous les Québécois, une nation absente, même si elle exprime un nationalisme. Mais le Canada s' imagine comme une nation politique qui transcende l'ensemble de ses parties. Comme certaines de celles-ci refusent cette transcendance, le Canada n'achève jamais son unité de sens. Le Canada, et par conséquent le Québec, se retrouvent ainsi en état de conscience malheureuse permanente.

Le rapport entre les deux sociétés se réalise dans des institutions de plus en plus complexes qui répondent aux impératifs du système mondial et aux divisions internes; La Proclamation (1763), L'Acte de Québec (1774), la division des deux Canada (1791), l'acte de l'Union (1840), la Confédération (1867), son système de patronage et son chemin de fer, la loi sur les impôts (1914), la création de Radio-Canada (1936) et du Régime d'assurance-chômage, et j'en passe. Depuis deux siècles, le rapport entre symbole et référence est reproduit d'abord par la séparation, ensuite par le partage pris par une nouvelle démarcation. À l'intérieur de chaque société, les sens souvent contradictoires des mêmes symboles deviennent de plus en plus problématiques pour les groupes qui coexistent dans ce système social. Cela explique, en ce qui concerne son rapport au réel et à l'imaginaire, que le

symbolique puisse revêtir des sens différents pour les sociétés québécoise et canadienne depuis l'origine, comme Dumont l'a bien démontré.

Comme tous les livres importants, celui de Dumont en contient plusieurs. C'est une sociologie de l'histoire de la société québécoise, une étude d'une région périphérique, une explication de l'origine de l'institution littéraire, un commentaire sur l'altérité dans une société polyculturelle d'Amérique. Dumont présente le degré zéro des traditions du sens. «Utopie et mémoire conjuguées par l'écriture: ainsi s'achève la genèse de la société québécoise. Au-delà des événements, une collectivité est parvenue à se présenter elle-même, à se fonder comme référence.» (P. 320.)

L'étude génétique de Dumont va et vient entre sens et absence, c'est-à-dire entre la présence de l'autre culture (européenne, américaine, canadienne-anglaise, indienne, métisse) et son absence lorsqu'on l'imagine dans une narration. En libérant l'imaginaire social «d'ici» des contraintes formelles des lois symboliques propres à la culture «de là-bas», l'absence apparente de l'autre culture permet à des cultures diverses de partager une même référence, «la Nouvelle-France, le Bas-Canada, le Québec», et ainsi de suite. Mais, comme les cultures à l'intérieur de ces frontières dérivent d'un sens différent de l'ordre symbolique, le sens varie d'un lieu à l'autre, ce qui me semble rendre à la fois possible et impossible une «référence» indivisible aujourd'hui. Puisque l'accord politique entre ces communautés demeure encore possible à travers la création d'un nouvel État-nation, on peut dire que l'imaginaire collectif demeure possible, au moins à l'intérieur de l'espace qu'on appelle québécois. Mais impossible au niveau du temps ou de la présence existentielle de la culture québécoise puisque les impératifs du système social ont exigé, il y a déjà longtemps, la rationalisation de sa capacité archaïque de tenir ensemble comme une seule et unique référence.

Greg M. NIELSEN

*Département de sociologie,
Université York.*

GENÈSE DE LA SOCIÉTÉ OU DE LA NATION

Est-il besoin de souligner au point de départ combien j'ai eu de plaisir à lire ce livre remarquable, courageux, minutieusement documenté, inspiré d'une pensée sûre d'elle-même, sans que jamais l'on puisse la soupçonner de dogmatisme. Courageux, cet ouvrage rappelle de façon sobre, mais combien convaincante, comment l'histoire de cette société et de cette nation est impensable sans que l'on rende compte de la réalité et des effets de l'oppression nationale, parties intégrantes de leur genèse comme de leur reproduction. J'écris bien courageux puisque dans cer-

tains milieux intellectuels il est de bon ton, si tant est que l'on veuille bien reconnaître son existence, de considérer dorénavant et sans nuance la nation québécoise comme une nation dominante. Minutieusement documenté, cet ouvrage l'est non seulement par sa fréquentation assidue de la production historiographique, mais aussi par la relecture originale qu'il nous propose de la littérature, des essayistes et des historiens du XIX^e siècle. Sûre d'elle-même enfin, la pensée qui guide ici la plume s'alimente aux acquis d'une longue carrière de réflexions sociologiques qui, s'inspirant en même temps de l'histoire et de la philosophie, se caractérisent par un constant mouvement d'aller-retour de la société comme objet théorique à ce «pays hypothétique» qu'il n'aura de cesse d'essayer de comprendre. Dans ce commentaire, j'insisterai d'abord sur ce qui me paraît l'apport fondamental de ce livre avant de proposer quelques pistes de réflexions critiques.

Une tradition

Il y a quelques années un collègue qui travaille sur des questions fort éloignées m'interpella de la façon suivante lors d'une rencontre fortuite dans un corridor de département de sociologie, à l'UQAM: «Tu sais Gilles on m'a dit qu'il existe une sociologie québécoise, j'aimerais que tu m'en parles un de ces jours.» Je lui répondis, comme il se doit: «Bien sûr, quand tu voudras.» Mais il n'y eut jamais de suite comme il arrive le plus souvent de ces rencontres aux pas pressés. Si d'aventure la question m'était de nouveau posée, j'inviterais d'abord mon interlocuteur à lire le «dernier Dumont» et, ceci fait, je fixerais un rendez-vous ferme pour en discuter.

Car, en effet, je crois que ce livre permet de comprendre et d'expliquer en quoi on peut parler d'une sociologie québécoise ou, en d'autres termes, d'une tradition propre à l'écriture sociologique et à la pratique du métier de sociologie au Québec. Je ne fais pas allusion à une telle sociologie comme l'on parle souvent de façon ambiguë d'une littérature nationale, mais d'une tradition particulière qui s'est imposée dès lors qu'il fut urgent de penser la société. C'est cette tradition que la *Genèse de la société québécoise* permet d'illustrer et, bien davantage, dirais-je, contribue à produire, si on lit l'ouvrage à la lumière de l'ensemble de l'œuvre de l'auteur. S'il fallait la saisir en une simple formule, on pourrait la présenter comme une interrogation sans cesse reprise sur les conditions de production de la société comme totalité, lors même que l'objet qui, à ce titre, nous est familier refuse de se laisser penser en un lieu assuré de lui-même. Une macrosociologie, en d'autres termes, en quête d'un sens qui paraît à reconstruire et à la recherche de procès d'institutionnalisation qui semblent s'appliquer à déborder l'objet société (québécoise) qu'il s'agit de circonscrire.

Même si cette tradition se révèle dans la plupart des travaux sociologiques sur le Québec, je ne soutiens en aucune manière qu'elle s'y limite. La *Genèse de la société québécoise* montre très bien comment on ne peut traiter du Québec sans

s'interroger sur les concepts majeurs de la macrosociologie, ceux-là mêmes qui visent les grandes instances de la production de la totalité sociale (la société, la nation, l'organisation politique, la référence, l'idéologie). Mais l'entièreté de l'œuvre de Fernand Dumont montre très bien comment la situation québécoise constitue un terreau favorable à l'éclosion d'une pratique sociologique beaucoup plus large. Une lecture attentive des travaux de Dumont pourrait sans doute montrer assez facilement le rapport étroit entre les préoccupations théoriques les plus abstraites du sociologue et cet objet problématique que représente pour lui le Québec. Quiconque connaît le moindre de son œuvre peut saisir dans la *Genèse de la société québécoise*, le lien manifeste entre les préoccupations théoriques de l'auteur et le regard qu'il jette sur le Québec.

Voilà pourquoi, avec celle de ROCHER et de RIOUX, l'œuvre de Dumont a contribué de façon décisive à la production d'une tradition sociologique québécoise. Même si elle ne porte pas sur la même période, la *Genèse* renoue avec les grandes interrogations de GÉRIN, MINER, HUGHES, FALARDEAU et GUINDON, tout en manifestant la capacité du sociologue de transcender l'objet empirique pour s'élever à des réflexions théoriques beaucoup plus vastes et de contribuer ainsi de façon singulière à l'émergence d'une tradition.

La particularité de la sociologie québécoise me paraît se situer d'abord et avant tout dans cette sensibilité qui la rend particulièrement attentive aux conditions de production de la société et qui continue à l'inscrire dans la grande mouvance enclenchée par les fondateurs européens de la discipline. Cette tradition qui remonte à GÉRIN s'organise véritablement dans les débats sur la *folk society* durant les années cinquante, puis ne cesse de s'affirmer par la suite, du structuro-fonctionnalisme des années soixante, au culturalisme et au marxisme de la décennie soixante-dix, jusqu'à certains des courants féministes des années quatre-vingt. Et je crois que ce n'est pas un hasard si ce qui se fait actuellement de meilleur dans le cadre du courant de la postmodernité soit produit au Québec.

Je ne soutiens en aucune manière que cette tradition occupe tout le terrain, mais je n'en affirme pas moins qu'elle représente la caractéristique principale de la sociologie québécoise et que l'œuvre de Fernand Dumont, comme nous le rappelle sa *Genèse de la société québécoise*, en constitue l'une des principales chevilles ouvrières. Certains beaux esprits, je le sais, qui confondent la pensée sociologique avec la mode du prêt à porter, considèrent qu'il s'agit là d'une «sociologie des années soixante et soixante-dix». Il est vrai qu'à peine éclos une tradition paraît toujours déjà menacée de mourir et que la sociologie demeure sans relâche susceptible de se transformer en savoir sur la gestion des populations!

Le partage d'une même tradition, au Québec comme ailleurs, n'a cependant jamais été synonyme d'un quelconque unanimité qui se construirait sur la base de faux consensus. La sensibilité sociologique dont je viens de parler ouvre autant plus facilement aux débats qu'elle conteste pour ainsi dire tout naturellement les

concepts fondamentaux de la discipline. Je discuterai d'abord de la définition et surtout des rapports entre ces trois concepts clés de l'ouvrage de Fernand Dumont : la société, la nation, l'organisation politique. Je terminerai en abordant des questions plus spécifiques qui concernent les analyses de discours proposées par l'auteur et son évaluation du gouvernement responsable de 1848.

La société, la nation

D'entrée de jeu, dans une introduction qu'il intitule *Mise en scène*, Fernand Dumont plante le décor, nomme les acteurs et rédige le synopsis : « Depuis la conquête, il n'y a pas seulement au Québec des Français et des Anglais, mais deux sociétés juxtaposées avec leurs institutions respectives, deux références collectives qui ne sont pas arrivées à se réconcilier » (p. 13). Il y a quelques années, il avait fait pareil constat à propos du Québec contemporain dans sa présentation de *Trente ans de Révolution tranquille*. C'est cependant dans le présent ouvrage que l'auteur étaye sa thèse, aussi bien sur le plan théorique qu'au niveau de l'analyse socio-historique.

Tout tient d'abord aux rapports que Dumont pose entre les concepts de société et de nation. Il importe de suivre de près l'argumentation : « En Occident tout au moins et dans les temps modernes, une société, ne serait-ce pas un ensemble humain formant une communauté, une nation pour tout dire ? » (p. 14). L'auteur paraît répondre par l'affirmative à sa propre question dont la formulation pourtant n'est pas dépourvue d'ambiguïtés. Si, en effet, la communauté que constitue la nation représente en même temps la société dans les temps modernes, il nous est permis de nous interroger sur la spécificité de chacun des concepts. Ne risque-t-on pas de voir se liquéfier littéralement l'autonomie du concept de société puisque la nation devient la communauté-société moderne et que, à l'inverse mais exactement dans le même sens, le concept de société québécoise équivaut à celui de nation québécoise ? Tout le livre ne tend-il pas illustrer cette thèse ?

L'ambiguïté est en partie levée quand, en conclusion de l'ouvrage, l'auteur écrit : « Ce que nous appelons une "société" est un mode particulier de structuration des phénomènes collectifs, celui où on saisit leurs arrangements sur le plan des grands ensembles. La nation et l'organisation politique en constituent les deux axes principaux » (p. 321). La complémentarité des concepts de société et de nation apparaît ici plus clairement, puisque le premier s'applique aux grands procès de production des « phénomènes collectifs », alors que le second, dans les temps modernes, fournit la référence essentielle à ce que l'auteur appelle leur structuration : « Alors que la nation édifie la référence d'une société, l'organisation politique œuvre à son intégration » (p. 16). Ainsi peut-on soutenir à partir de Dumont que la nation constitue « un regroupement par référence » (p. 342) qui, avec l'État (ou l'organisation politique), « groupement par intégration » (p. 342), permet de produire une société particulière.

Il faudrait beaucoup plus d'espace pour discuter sérieusement et systématiquement d'une telle position théorique sans risquer de trahir aussi bien la pensée de l'auteur que celle du critique. Aussi n'indiquerai-je que ce qui me semble le lieu d'un problème. Malgré les distinctions faites ci-haut, la position de Dumont paraît soumettre ultimement l'analyse des phénomènes sociétaux à la réalité nationale, le concept de société y est en quelque sorte subsumé sous celui de nation.

Si, en effet, la nation produit la référence de la société et encore davantage (j'y reviendrai) se donne comme un principe de structuration de cette dernière au même titre que l'organisation politique (p. 19), il faut soutenir en toute rigueur que, au moins tendanciellement, il devrait exister autant de sociétés que de nations ou, à l'inverse, qu'il ne saurait subsister de sociétés plurinationales sans oppression (comme l'a d'ailleurs soutenu Maurice SÉGUIN). Car il faut mesurer la pleine extension susceptible d'être donnée à une telle thèse (au-delà sans doute des positions de Dumont lui-même). Dans une telle perspective, une seule et même nation devient la référence «nécessaire» au sein d'une même société, puisque la seconde est, en dernière analyse, constituée par la première. Ceci pourrait vouloir dire qu'il ne saurait se reproduire d'autres nations au sein d'une seule et même société et que tous les individus issus des communautés culturelles devraient s'assimiler ou à tous le moins «converger» vers la culture nationale. Je ne serais ultimement d'accord avec une telle position que si l'on entendait par là que cette tendance, dans la modernité, qui induit l'identification de la nation à l'État et à la société provoque invariablement dans tous les pays une situation d'oppression nationale, puisqu'elle produit le refoulement des identités minoritaires. Et au sein de la société québécoise comme toutes les autres, même si la nation québécoise subit elle-même cette oppression dans l'ensemble canadien.

Je préfère poser une distinction beaucoup plus nette entre les concepts de société et de communauté (ici la nation) en différenciant plus radicalement leur lieu théorique respectif. Dans une telle perspective, le concept de société renvoie de façon abstraite aux grands procès de production (ou de structuration) de la totalité sociale. On pourra ainsi parler de la société féodale «moderne», voire de la société québécoise si l'on vise par là à repérer les grandes instances qui en assurent la reproduction. Ainsi se profilera, selon les thèses, un Québec moderne, postmoderne, programmé, postindustriel... Le concept de nation, dans une telle perspective, renvoie à cette communauté particulière qui, dans la modernité, se constitue sous l'effet des grands procès de production de la société : une communauté politique qui ne recouvre jamais le même espace ni théorique, ni social-historique que celui de la société. Ici apparaît ma seconde divergence avec Dumont.

La nation, l'organisation politique

Nous l'avons vu plus haut, l'auteur pose sur le même plan horizontal la nation et l'organisation politique : la première construit la référence de la société, la seconde

en produit l'intégration. En d'autres termes, la nation constitue au même titre que l'organisation politique (et pourrions-nous ajouter de l'économie de marché, du capitalisme, de la culture...) un principe, une instance ou une sphère de production de la société. Or, il m'apparaît que, dans l'ordre de la construction théorique, les deux concepts ne sont pas de même niveau et que l'organisation politique jouit d'un statut d'antériorité. En d'autres termes, la nation ne représente pas une instance de structuration de la société moderne. Elle constitue plutôt une forme historique de la communauté qui résulte du développement des procès d'institutionnalisation (ou de structuration) de la société moderne. C'est principalement dans son rapport à la production d'une sphère politique en un lieu séparé (l'espace public) que la nation s'affirme comme une communauté (politique) au nom de laquelle s'exerce le pouvoir et qui ne se pense ultimement que dans son rapport à l'État (cela, même sur le mode défensif qu'a représenté au Québec la nation comme culture, c'est-à-dire la race *canadienne* française et catholique). Alors que la notion de peuple décrit pour ainsi dire le fonctionnement de la démocratie représentative (le pouvoir s'exerce au nom du peuple) la nation, au sens le plus abstrait, représente cette référence transcendante, lisse et homogène qui produit l'espace communautaire nécessaire à un pouvoir constitué en un lieu vide (LEFORT) : le pouvoir n'appartient à personne mais il agit dans, pour et au nom de la nation. Voilà pourquoi on parle d'État-nation, étant entendu que la face inversée de cette universalisation de la référence communautaire consiste à produire l'oppression nationale. L'État-nation n'est qu'une tendance et un projet (la nation canadienne) : il n'existe pratiquement que des États multinationaux, puisque les communautés minoritaires retournent contre le pouvoir ainsi constitué la symbolique nationale elle-même (la nation québécoise, les nations amérindiennes).

Voilà pourquoi, pour tout dire, je crois que ce livre aurait dû s'intituler *Genèse de la nation* (et non de la société) québécoise. Que l'on me comprenne bien, je ne soutiens en aucune manière que la référence nationale doive être exclue du champ de l'analyse des phénomènes sociétaux. J'avance seulement que, quelle que soit son importance dans l'analyse sociohistorique, elle constitue une forme dérivée des grands procès de constitution et de reproduction de la société moderne. Ainsi, bien sûr, la référence nationale canadienne (les Patriotes), canadienne-française puis québécoise représente un élément fondamental de la particularité de la société québécoise. Mais cette référence identitaire n'a jamais fonctionné (et Dumont le montre de façon exemplaire), ne fonctionne et ne fonctionnera jamais seule. C'est la spécificité des rapports nationaux qui s'y déploient qui constitue le Québec en société distincte au Canada. Le Québec est une société plurinationale et pluriethnique dont la particularité réside dans le fait que la nation qui y est majoritaire subit l'oppression nationale au sein de l'État canadien. Du moins, s'agit-il là d'une façon différente de penser la même question.

Du discours des patriotes à l'importance de 1848

Dumont montre de façon convaincante, et à ma connaissance pour la première fois de façon aussi systématique, les oscillations du discours politique des Patriotes, puis des rouges, qui semble se contredire, des énoncés sur la citoyenneté républicaine, à ceux qui dessinent les traits de la communauté nationale. Son analyse du fonctionnement de la notion de peuple chez les Patriotes est à ce propos fort éclairante: «Selon les leaders français, il y a en ce pays un peuple, c'est-à-dire des citoyens élevés à cette qualité par la Constitution, ils forment une entité politique que ne doivent pas compromettre des distinctions nationales» (p. 149). La «nation canadienne» fait ainsi souvent place à ce «seul et même peuple», «qu'il parle français ou anglais» (ce sont les Patriotes qui parlent). Cette contradiction que Dumont décèle au sein du discours de ce qu'il appelle la bourgeoisie francophone, ne faudrait-il pas aussi l'attribuer à la nature même du discours politique relié à un État qui fonctionnera bientôt pleinement à la démocratie représentative (du moins au niveau des rapports internes) et sur la base d'une légitimité nationale-populaire? Cette contradiction ne surgit-elle pas pour ainsi dire tout naturellement au sein d'un discours défendant les droits d'une nation dominée? Mais bien davantage ne serait-il pas possible d'arguer: 1) que cette contradiction demeure tout autant au sein d'un discours énoncé du point de vue d'une nation dominante; ainsi, par exemple, la nation canadienne et le peuple bilingue multiculturel, pluriethnique et plurinational (les nations amérindiennes), 2) que, si l'on tient compte des conditions de production du discours des Patriotes évoquées plus haut (nous sommes en 1830, dans le cadre d'un mouvement qui réclame la responsabilité ministérielle dans l'espace politique du Bas-Canada), il n'est pas impossible de penser que les énonciateurs jouent des contradictions même de la démocratie libérale qu'ils appellent de tous leurs vœux: dans une telle perspective, en effet, ce qu'ont d'ailleurs très bien vu les défenseurs du régime colonial, la nation canadienne (francophone) ne serait-elle pas tout naturellement venue encadrer et chapeauter ce «peuple anglais et français»? En d'autres termes, ce que Dumont repère comme une oscillation au sein du discours des Patriotes ne serait-il pas le résultat d'une contradiction inhérente et indépassable de la démocratie libérale elle-même, entre ce peuple formé de citoyens de toutes origines de classes, de races, de nationalités etc., et cette nation homogène à laquelle se réfère ultimement le pouvoir?

Toujours au plan de l'analyse du discours politique, retenons aussi que Dumont montre au fil des pages comment les énoncés de soumission à l'Empire britannique, loins d'être imputables aux seuls seigneurs et au haut clergé, peuvent être repérés avec une relative abondance au sein même du discours des Patriotes. L'existence de cette sorte de continuité dans la reconnaissance des autorités coloniales méritait certes d'être soulignée. Je me demande cependant si on ne risque pas d'échapper ici les dynamiques fort dissemblables au sein desquelles se déploie cette thématique apparemment identique. Ainsi les protestations de fidélité à la Couronne qui, chez

les Patriotes de l'Assemblée, viennent soutenir la lutte pour le gouvernement responsable, s'inscrivent dans une perspective émancipatrice beaucoup plus large pour le «peuple» et pour la «nation» que la même profession d'allégeance qui, chez les seigneurs et le haut clergé, prend des accents radicalement antidémocratiques.

Je terminerai par la place que Dumont accorde à l'obtention du gouvernement responsable, en 1848, dans la genèse de la société québécoise. Après avoir souligné que les historiens saluent avec raison «cette étape d'une extrême importance dans l'évolution du pays» (p. 212), il me semble que l'auteur tend à en amoindrir l'importance, du moins pour la nation et la société québécoise, en paraissant limiter ses effets au déplacement du patronage des Conseils vers l'Assemblée. Cela permet à Dumont de proposer cette formule séduisante, mais, à mon avis, équivoque: «Le politicien est omniprésent, mais l'État est absent: tel est le paradoxe avec lequel la société québécoise se débatta pendant longtemps» (p. 220). Ce paradoxe permet certes de saisir le rôle «d'intermédiaire», le mot est de l'auteur, que jouera la classe politique québécoise durant un siècle et l'importance que le patronage prendra pour elle. Mais sommes-nous vraiment devant une société sans État ou face à un «régime» de notables régionaux fort semblable à ce que l'on retrouve partout dans le monde, à la même époque, au sein de l'État libéral, caractérisé par une séparation stricte entre les sphères privée et publique? Il est cependant temps de m'arrêter car cette dernière remarque renvoie à un autre débat sur la nature de la société québécoise de 1848 à 1960.

Qu'ajouter en terminant, sinon que voilà un livre dorénavant essentiel à la compréhension de la société québécoise autant par l'originalité et par la rigueur des analyses qu'il livre que par les questions fondamentales qu'il pose.

Gilles BOURQUE

*Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.*

L'IDENTITÉ COMME ACTE MANQUÉ

Silence dans le marais. Passe une ombre immense qui étouffe un instant la rumeur des grenouilles savantasses, des butors butés, des engoulemodes et autres jaseurs-des-chaires. C'est celle d'un grand-duc, maître de céans embrassant son domaine d'un coup d'aile majestueux avant de s'aller brancher au faite d'une haute épinette, à portée de prix d'un quelconque gouverneur-général. Tapi dans les joncs, l'oiseaulogue amateur retient son souffle et fouille son Peterson: «En vol, aussi gros que nos plus grosses buses [...]. Races variées au Canada: très sombre dans les maritimes [...]». La sous-espèce laurentienne, *bubo virginianus dumontus*, n'est

pas très gaie non plus: à moins que je n'aie mal lu, les synonymes d'«échec» ponctuent de chapitre en chapitre cette magistrale *Genèse de la société québécoise*, au point où le soulagement s'entremêle à la déception lorsqu'on découvre qu'elle s'arrête plus de cent ans derrière au lieu de se rendre à nos jours.

L'utopie des Jésuites et des fondateurs de Ville-Marie, d'une cité mystique refondée dans le nouveau monde avec les Bons-sauvages convertis? La cathédocratie proto-ultramontaine de Mgr de Laval? L'espace-plan de Talon, projeté en esprit «du Saint-Laurens [...] jusqu'au Mexic»? Autant d'avortements carabinés (le mot est de l'auteur, pas du recenseur). Reste ici le résidu des rêves des Autres, un peuple différent, *écartillé* entre le nomadisme des pays d'en haut et les rangs sédentaires du fleuve, tenu par la parenté. «C'est pourquoi une interrogation dominera toutes les autres: l'origine, était-ce la promesse d'un avenir?» (P. 57.)

Next! Au revoir, les Maudits Français (déjà). Bonjour Messieurs les Anglais, mûs par une sorte de politesse native à n'en plus finir d'accepter l'invitation de Montcalm de «tirer les premiers». Ils feront naître, comme à rebours d'eux-mêmes, une nation autochtone appelée Canadienne-française (sous-entendu: catholique) qui, faisant contre mauvaise fortune, bon cœur plus exactement: «bon enfant», comme TOCQUEVILLE le remarquerait au début des années 1830—, investira sa quête d'identité dans son propre refoulement en *réserve* de l'espace («la conquête du sol», «la revanche des berceaux») et du temps («la survivance», «la mission providentielle») concrètement habités et façonnés par l'Autrui Privilégié.

Certes, cinquante ans d'agitations parlementaires, après 1792 surtout, auront suscité chez les Canadiens français, par élites professionnelles et débats publics interposés, une conscience collective de leur existence politique. Mais pendant qu'on s'égosille en vaines chicanes de «reconnaissance» officielle, autour du patronage ou des aménagements constitutionnels, les Britons prennent pied sur le terrain des villes, du commerce, de l'industrie, tandis que les Habitants s'entassent sur celui des vaches: de 1760 à 1825, la proportion d'urbains dans ce qui deviendra le Québec diminue de 25 à 10%. «On assiste, souligne Dumont, à la formation d'une société traditionnelle plutôt qu'à sa survie.» (P. 97.) L'immigration, britannique ou loyaliste d'abord, massivement miséreuse et irlandaise, ensuite, coïncide avec d'affreuses épidémies¹ et prend tout l'air d'une conspiration génocidaire contre les Canadiens français. Le drain démographique vers les États-Unis commence. Au lendemain des Rébellions et de l'Union, le sort de la nation, en tant que communauté singulière historiquement forgée quelque part, semble plus désespérément précaire que jamais: d'où qu'il faille, pour la première fois, vraiment, le définir en clair. C'est ce retour discursif sur soi-même que Dumont appelle la «construction de la référence». Plaçant l'empreinte de la nationalité au centre de l'expérience socio-historique, les idéologies lui proposent des orientations, l'historiographie retourne sur son passé pour en déboucher l'avenir, la littérature en compose des figures au

1. Les Irlandais ont amené le choléra en 1832.

second degré. Ensemble, elles transfigurent la communauté ethnoculturelle fatale (*en-soi*, auraient dit les existentialistes) en acteur historique qui assume son destin (*pour-soi*, si on continue).

Sauf qu'en fait brutal et en un mot, les Canadiens français restent des colonisés. Et leurs rêves, au réveil, se retournent à l'envers: «L'annexion aux États-Unis, comme l'émigration, se muent en une mission du Canada français sur le continent; la reconquête se replie sur la vocation agricole. Cette inversion est aussi une invasion: dans la vie rurale devenue microcosme de la survivance; dans une expansion spirituelle de la collectivité au profit d'une histoire parallèle à la dure réalité empirique.» (P. 275.) Pendant que Garneau, l'historien, conclut son épopée de «luttés» séculaires pour l'affirmation et l'émancipation nationales sur l'image du chien-qui-ronge-l'os en attendant le jour de mordre qui l'a mordu, les littérateurs comme Crémazie commettent de pompières envolées de collège classique: «Paradoxe d'une écriture qui, selon les premières apparences, n'est que laborieux mosaïsme et plate idéologie et qui, en fait, ne dit que l'absence de l'écrivain à son temps et à lui-même.» (P. 320.). Identité nationale, oui, mais comme acte manqué.

Est-ce la faute des «Anglais»? Pas vraiment. Bien sûr, ils accaparent sans scrupules tous les leviers du développement socio-économique, en incluant l'État. Qu'eût-on attendu d'autre — des programmes d'«action positive» en faveur de la majorité audible? Admettons que d'aucuns, les domiciliés surtout, y rajoutent une solide dose de mépris. Mais l'intention, le moins mûrie, ne manquait pas de noblesse, sinon d'abnégation: il s'agissait, comme pour les Jésuites aux Indiens, disons, de donner aux indigènes du pays, manifestement tarés mais bons comme le jour, ce qu'on avait de mieux, ce dont on se faisait soi-même fierté — non sans raison à une époque où la Grande-Bretagne portait l'étendard de la modernité avancée, du *Whiteman' Burden*. (Dumont qui défend Durham? Voir cela et mourir.)

Non, le mal remontait plus loin, aux origines mêmes. Lisons bien: déjà, sous le Régime français:

«Cette collectivité n'a-t-elle pas ses plus solides assises dans une organisation communautaire dont la famille est la clef de voûte? Ne puise-t-elle pas les normes de son existence dans les relations de voisinage, dans les solidarités des villages, dans une certaine ségrégation ethnique des quartiers urbains où la paroisse joue un rôle de plus en plus grand? Depuis bien avant la conquête, la cohésion de ce peuple s'effectuait par le bas. Contraint de défendre sa religion, ses lois, sa langue par des arguments empruntés aux nécessités de la vie quotidienne, comment ne trouverait-il pas toute naturelle l'idée d'une nationalité qui ne serait qu'une communauté sans statut politique [...]» (P. 188.)

Depuis toujours, en somme, notre société souffre — tenez-vous bien, voici le savant docteur — d'*acromégalie disjonctive*. On se souvient (comme dirait Dumont en classe) que l'*acromégalie* est une «affection caractérisée par une hypertrophie non congénitale des extrémités et de la tête» (Petit ROBERT). En l'occurrence métaphorique, «non congénital» suppose que les choses auraient pu, donc pourraient encore, se passer autrement. Les «extrémités», ce sont les mains qui tra-

vailent et les pieds qui parcourent les territoires de la quotidienneté: le monde ordinaire, «le bas», les «microcosmes sociaux». La «tête» désigne les élites, modèles ou dirigeantes, avec les discours qu'elles fabriquent et les institutions formelles qu'elles mettent en place et coiffent. J'ajoute «disjonctive» pour signifier que, chez nous, ces deux pôles (partiellement imaginaires) sont toujours restés mal connectés, se repoussant mutuellement en pratique tout en se désirant de cœur sans arriver à se joindre vraiment pour former et nourrir un «corps social» entier, intégré, capable d'un même projet. À propos des principales institutions de Nouvelle-France, Dumont avoue: «S'impose une constatation semblable à celle déjà faite pour l'administration civile; pas plus que cette dernière, l'organisation ecclésiastique n'informe vraiment la collectivité.» (P. 79.) Un siècle plus tard: «Les politiciens et les ecclésiastiques brandissent des proclamations d'autorité; pour la plupart ils ne sont que des intermédiaires.» (P. 235.) D'ailleurs, les utopies tant républicaines que «reconquérantes» de la seconde moitié du XIX^e siècle «ont eu peu de résonance chez les agriculteurs, les colons, les prolétaires des villes et les émigrés aux États-Unis [...]. Bien plus que par les prêches des élites, la nationalité s'est perpétuée dans la masse du peuple par la continuité des réseaux primaires de sociabilité...» (P. 325.) «Ce défaut persistant d'institutions locales représentatives [...] a eu une double conséquence au Québec: la pauvreté de la socialisation politique et un certain manque d'initiative personnelle»². (P. 324.)

Croit-on que la Révolution tranquille a vraiment liquidé le problème? Sans doute une nouvelle élite technocratique est-elle partie avec l'État et tente depuis de communiquer au peuple «son goût du Québec». Suivra-t-il? Demandez à Mgr Bouchard, évêque coadjuteur d'Ottawa: quand les sondages lui apprennent que 60% des Québécois tiennent à ce que son Bloc reste en place advenant un NON au prochain référendum sur la souveraineté (ce n'est pas parce qu'on demeure Canadiens qu'on n'est pas indépendantistes), et que 40% souhaitent la même chose après un OUI (ce n'est pas parce qu'on se sépare du Canada qu'on le quitte), il doit ressentir cruellement une des significations les plus désarmantes de l'idée de disjonction.

Une des significations seulement, écrit-on, parce qu'il y en a au moins deux, selon qu'on trouve ici deux sociétés juxtaposées (comme Dumont) ou une seule. S'il y en a deux, la disjonction du Québec demeure une affaire de famille, entre les grosses têtes et l'épaisse base du peuple issu de Nouvelle-France (avec ses ajouts, depuis). S'il n'y en a qu'une, les descendants des conquérants britanniques (et agglomérés subséquents) ajoutent une dimension de plus à notre schizophrénie sociétale. Chez Dumont, la question ne se pose pas, puisque la société globale n'existe pas en dehors de l'idée qu'on s'en fait — la *référence* qu'on s'en donne.

2. N'avalons pas tout rond la «Nouvelle garde» actuelle d'entrepreneurs libéralistes. Elle reste pleine de Rémi et de Romuli connectés sur les tétines publiques de l'Hydro et de la Caisse de Dépôt. On verra.

Or, il va de soi que les uns et *leurs* autres ne voient pas le Québec de la même manière: simple province du Canada, malgré sa majorité française, dans un cas; foyer d'une nation originale se disant québécoise pour se distinguer du reste du Canada, dans l'autre. Mais si on s'obstine à observer, comme moi, que les décidément et successivement mal nommés Canadiens, Canadiens français, puis Québécois n'ont jamais pu ni gagner leur vie ni se définir autrement qu'en relation forcée avec leurs Autres-à-Eux, alors il n'y a qu'une seule société québécoise contemporaine composée de deux solitudes, certes, mais depuis trop longtemps imbriquées pour ne pas composer ensemble ce que les marxistes n'avaient pas tort d'appeler une «formation sociale» (sauf exception, les Autochtones ou les «communautés culturelles» n'échappent pas encore aux deux grandes orbites de gravitation). J'ignore où en est rendue l'utopie canadienne-française des deux nations fondatrices d'un pays communément attaché aux «libertés anglaises», mais elle n'a plus guère cours aujourd'hui qu'au Québec et alors, nulle part autant que chez nos Anglos. Bienvenue chez vous, *ole fellas*.

On ne résume pas Dumont et ce n'est pas ce que je viens de faire. Sa pensée est trop fine, son savoir et son écriture trop riches et trop nuancés pour s'y prêter. De même, il est très facile de le critiquer, mais ça ne donne rien (au sens où Mussolini disait qu'il était facile de gouverner les Italiens, mais que cela ne servait à rien). Ou bien on accepte de jouer selon les règles de son «paradigme», ou bien on le lui laisse: tout s'y tient trop. En vol, il est vraiment «plus gros que nos plus grosses buses», et c'est faire la triple buse, précisément, que de lui tenir procès de ne pas penser ce qu'on aimerait qu'il pense. Que faire? Eh bien! dans le jargon catho-sensible: «se laisser interpellé par le témoignage». Voici quelques interpellations.

Il y a d'abord cette équation postulée entre le terme de nation et celui de société. On ne s'y attardera pas, puisque c'est justement le point que relève Gilles BOURQUE ailleurs en ces pages. Contentons-nous d'en illustrer l'inconfort par un exemple: celui de la Révolution tranquille. Dans un premier temps (encore un emprunt au vocabulaire dumontien), la bourgeoisie *nationale* du diplôme s'empare de l'État provincial pour en faire le principal moteur du développement de la *société* (l'Hydro, les réformes scolaires et socio-sanitaires touchent tous les résidents, non?) Dans un deuxième temps, elle se sert de l'État pour forcer, au bénéfice des «bat-tants» de la *nation* francophone, la porte de la dernière institution de la *société* moderne qui leur restait à peu près interdite: le Club des grandes affaires. En retour, l'élite anglo-montréalaise perd l'hégémonie qu'elle exerçait sur la *société* québécoise. Comment dire des choses pareilles —qu'on en convienne ou non— sans distinguer la nation de la société? Par ailleurs, Dumont rappelle que le recouvrement de la société par la nation appartient à l'époque moderne. Il met alors la main à la scie du peuple «normal» que René Lévesque a léguée en héritage aux souverainistes de toute obédience. Mais à part la France (entre la répression des Bretons, des Occitans, des Alsaciens, etc., et l'invasion des maghrébins) ou l'Al-

Allemagne (après, disons pudiquement, son «nettoyage ethnique» et avant l'arrivée des Turcs), le Japon peut-être (si on oublie les Koréens de la troisième génération), à quel point le modèle de l'État-société-nation pris en pain est-il «normal» dans le monde contemporain ?

Dernière question à ce sujet. Dumont prend aussi la peine de souligner que la référence nationale ne comprend pas toute l'expérience sociale; ce n'est qu'un mode parmi d'autres de structuration-construction de cette expérience. «Sa spécificité, précise-t-il, lui vient du fait qu'elle se situe à l'échelle de la société globale.» Admettrait-il que cette spécificité n'est pas exclusive et qu'il en va de même, concurremment, de la référence aux classes sociales ? Les classes ou les strates, avec les sentiments d'appartenance / distinction, les solidarités, les discours identitaires qu'elles engendrent, ne se définissent-elles pas les unes par devers les autres dans un champ de forces commun qui n'est rien d'autre que la société globale, en temps et lieux donnés ? Je pense à la «haute finanche» de Caouette, aux «250 enfants-de-chienne» de Lévesque : c'est bien notre société qu'ils dominaient et définissaient, n'est-ce pas ? Ou pour reprendre une expression de Falardeau qui suscitait l'ombre d'un sourire attendri — non sans une pointe de loyauté filiale, quand même — sur nos petites gueules de jeunes baveux marxisants : ne faisaient-ils pas partie de «nos classes sociales» ?

Et puis, il y a la fameuse notion de *référence*. Dans le chapitre théorique placé en appendice (parce qu'il n'est pas nécessaire, enseigne Dumont dans une image inoubliable, de laisser à la vue les échafauds ayant servi à construire un édifice), comme dans le corps du texte, elle est rigoureusement définie dix fois plutôt qu'une. Cet extrait en vaut un autre :

Sans être liés les uns aux autres par des relations concrètes, les individus se reconnaissent une identité commune, à certains signes et symboles. L'identité peut en rester à l'expérience vécue; on parlera alors de sentiment national. Mais elle peut donner lieu à la construction d'une *référence*, c'est-à-dire de discours identitaires: idéologie, mémoire historique, imaginaire littéraire [...]. (P. 16.)

Et plus bas :

La genèse est achevée lorsque la *référence* est complétée (...). En d'autres termes quand une collectivité est parvenue à la conscience historique.» (P. 18.)

Le concept lui-même est superbe. Il serre de près quelque chose d'absolument fondamental dans la réalité psychosociologique moderne. C'est une découverte originale, dans le sens où on ne voit plus les choses tout à fait de la même façon une fois qu'on l'a saisie. À rajouter dans ce qu'on appelait tantôt le paradigme dumontien — comme on pourrait parler des paradigmes wébérien (tradition, charisme, rationalité) ou durkheimien (mécanique / organique). À côté de *culture seconde / culture première, dédoublements* et *vécus parallèles*, ces «mitaines-à-saisir» l'objet sociologique qui auraient dû faire le tour du monde si seulement les milieux intellectuels parisiens n'étaient pas si provinciaux.

Ce n'est pas le concept qui me fatigue, c'est le mot: référence. Dumont lui-même ne peut s'empêcher de l'utiliser dans d'autres sens que celui qu'il lui donne en théorie: la langue française «est devenue la seule référence collective»; à tout moment, je prends conscience des normes sociales lorsque je les enfrens —«je réalise qu'elles sont des références»; aucun trait particulier n'est en soi nécessaire ou suffisant pour situer une classe, une nation: il faut que les apparences empiriques soient transposées dans un ensemble «de signes et de symboles» qui sert de «référence aux individus» pour prendre conscience de leurs allégeances. Écoutez, ce n'est pas de mes affaires, mais voilà bien des sortes de «références» fondées autrement que dans le discours clair, réfléchi: des langues, des normes, des signes et des symboles, ça peut passer par le discours mais ça lui préexiste. Et les rites, et les jeux (au sens large)? Ne sont-ils pas également une manière de représenter la société comme ordre et comme culture, à tel moment, à tel endroit? Ne parlons même pas de la chanson, «ce miroir de poche, disait Vigneault, qui nous a permis de nous regarder en face». Miroir *de poche*, en effet, par opposition à ces pans de mur de la Salle des Glaces que sont l'idéologie, l'historiographie et la littérature.

L'image du miroir est ici trop simpliste, convenons-en. Les trois temps de la «construction de la référence», insiste Dumont, ne sauraient se réduire à de simples reflets plus ou moins déformants des pratiques sociales sur lesquelles ils ont prise. Ils ne sont pas déterminés, suivant la convention marxiste, par une inertie empirique posée avant eux, mais sortent de l'indétermination même des possibles situationnels. Les idéologies ne sont pas «vraies» ou «fausses», elles avancent des interprétations de la société pertinentes pour l'action; l'historiographie ne rapporte pas les événements tels qu'ils se sont passés, mais en organise quelques-uns dans une séquence significative; les poètes ne transcrivent pas les gestes ou les paroles de leur environnement, mais en recomposent dans les interstices des représentations vraisemblables. Ce sont autant de *dédoulements* d'une expérience sociale qui, à défaut de cette sorte de dialogue constant de l'imaginaire avec le monde perçu comme empirique, n'aurait simplement pas de sens. Or —et c'est là que je l'attends avec une poignée de miroirs de poche— Dumont fonde cette «hypothèse de méthode» interprétative dans le fait que les *dédoulements* du même genre sont *épars dans la vie quotidienne*: «L'existence la plus humble est effectivement scindée en deux parts où la symbolique répond à l'empirique dans ce que j'appelle des vécus parallèles.» (P. 349). Et de ramener, après les dialectiques du rêve et du labeur du jour, des loisirs et du travail, son fameux exemple de cette jeune ouvrière d'une manufacture qui, le samedi soir, sort en grande dame avec son galant dans un chic cabaret du genre Casa Loma. Viennent à l'esprit pareillement ces Brésiliennes des favelas qui s'échinent à longueur d'année sur les planchers des bourgeois pour se payer les habits-nus qu'elles porteront dans la parade des écoles de samba, durant le Carnaval de Rio. Dans la petite ville où j'ai été élevé, les Acadiens traités de «morues» (à cause de leurs parents pêcheurs) et de «kaouas» (à cause de leur accent) ont fini par prendre le contrôle de la garde paroissiale; il fallait

les voir marcher fièrement au pas, galonnés comme des colonels d'opérette, dans les processions de la Fête-Dieu, après les chevaliers de Colomb en tricorne, les dames de Sainte-Anne, les scouts, les filles d'Isabelle, le tiers-ordre et les croisés, encadrant le reposoir à baldaquin sous lequel marchait le curé avec l'ostensoir, devant la longue queue des fidèles sans grade. Qu'était-ce donc que ces défilés d'ailleurs, sinon des représentations-en-marche de la hiérarchie sociale selon les valeurs d'une certaine culture «comme distance et mémoire»? À la manière des charivaris du Moyen Âge, ces mondes-à-l'envers n'ont de sens que par rapport au monde-à-l'endroit qu'il faut bien retrouver une fois la fête terminée.

Entre la langue comme moyen prosaïque de communication (de coopération instrumentale et d'interaction symbolique), d'une part, et les macro-discours collectifs, d'autre part, il me semble qu'une théorie de l'identité devrait s'intéresser à ce que, dans un pénible pastiche, je proposerais à mon tour d'appeler des *dits parallèles*. Prenez le sacre chez les Canadiens français. Attablé à un café de Prague, j'entends un voisin se plaindre de ce que la Pilsen Urquell est chère en «estie». C'est une référence: par-dessus la simple reconnaissance, mon sentiment confus de honte et de fierté (à «nous» voir rayonner si loin de «che-nous») ne peut être que celui d'un Québécois. Il vient de loin.

Au Canada français, le sacrage —ce qui s'appelle sacrer jusqu'à la moelle— commence sérieusement durant les premières décennies du dix-neuvième siècle, dans les chantiers forestiers *runnés* par les Anglais. On n'ose pas encore sacrer en ville, en famille, devant les femmes et les enfants. On réserve cela pour les pays d'en haut, où les hommes s'épivardent depuis la Nouvelle-France en contrepoint —en vécu parallèle?— du pays ancré par les femmes «blondes», épouses ou mères dont on s'ennuie (à la Manic aussi, plus tard) tout en les craignant— n'incarnent-elles pas les normes de la société policée et de la continuité culturelle?

Mais le sacre dédouble plus large encore. La première moitié du dix-neuvième siècle, ce n'est pas seulement le temps des *Lumber Lords*, de la «drave», des «cageux», des «jobbeurs» féodaux, des «campes» pleins de poux et de la sueur des rameurs. C'est aussi le regain clérical, Mgr de Montréal, Ignace Bourget, en tête —le commencement d'un siècle d'hégémonie ecclésiastique. Et contre quoi au juste jureront-ils sélectivement, ces Canadiens français «porteurs d'eau et scieurs de bois» des Anglais? Pas contre ceux-ci, pas après le désastre de 1837-1838. Contre tout ce qui se rattache à l'eucharistie, au noyau dur du catholicisme romain, c'est-à-dire contre les manifestations ostentatoires de ce qui sacralise l'autorité sociale du prêtre en en faisant l'agent de la transsubstantiation du pain en corps du Dieu vivant: ostensoir, calice, ciboire, tabernacle et l'universelle hostie, jusqu'à l'exquise érudition de la «maudite lunule» portée aux moribonds avec le saint chrême (voir PICHETTE, 1980). Bref, contre tout ce devant quoi il faut s'écraser, s'agenouiller, courber la tête. Telles sont, si j'ose dire, les références qui font l'originalité spécifique du sacre canadien-français comme acte manqué de rébellion et

comme geste d'affirmation / identification contre un sur-moi clérical prochain et inatteignable à la fois — signe sensible de notre acromégalie disjonctive.

Comme de raison, nul n'avancera que le sacre porte la collectivité à la conscience historique, qu'il participe à la construction de *la* référence au sens strict que Dumont donne au terme. Mais n'illustre-t-il pas à sa manière comment les gammes de la composition identitaire prêtent lieu à des formes de dédoublement de l'expérience collective ailleurs que dans le discours clair et qui n'en fournissent pas moins, aussi, mais au sens banal cette fois, *des* références ?

Jean-Jacques SIMARD

*Département de sociologie,
Université Laval.*

BIBLIOGRAPHIE

PICHETTE, Jean-Pierre, *Le guide raisonné des jurons. Langue, littérature, histoire et dictionnaire des jurons*, Montréal, Éditions Quinze.

FERNAND DUMONT, *MAGISTER LUDI*

« une peinture de notre ancienne déchéance collective »

Fernand DUMONT

Une publication de Fernand Dumont ne laisse jamais indifférent. L'auteur anamorphose complètement et d'une manière bien personnelle l'objet ou le sujet de l'enquête. Il en sort un livre qui chaque fois fait surtout le bilan d'une « démarche » dumontienne et qui renvoie intimement à l'auteur. Il nous vient à l'esprit ce beau dessin d'Escher (*Mains dessinant*) où deux mains se dessinent l'une l'autre avec beaucoup de précaution: la problématique est ambitieuse et la dialectique serrée. Le lecteur sympathique s'en trouve toujours repaysé.

Certains diront que, quand Dumont montre du doigt, après un moment on ne voit plus que le doigt. Je préfère suggérer que Fernand Dumont possède un puissant iconoscope, cet instrument — selon les dictionnaires de la fin du XIX^e siècle — capable de donner de la profondeur et du relief à des images relativement plates. Pour travailler avec l'iconoscope, Dumont mélange les genres: sa prose joue à cache-cache avec le lecteur et l'entraîne dans un univers à géométries variables où l'auteur est le *magister ludi*. Le lecteur se sent intelligent et marche avec assurance dans le labyrinthe que Dumont a préparé pour lui.

Le dernier livre de Dumont, *Genèse de la société québécoise*, est un essai: la saisie d'un problème que l'auteur tente de résoudre à partir d'une hypothèse

poussée jusqu'à ses conséquences ultimes. L'ouvrage se présente comme une histoire de la société québécoise; en fait, c'est une réinterprétation toute personnelle de l'histoire d'une certaine pensée québécoise dont l'auteur fait un arrangement qui n'est jamais innocent. Il y a partout des présupposés à débusquer, des mots à peser. Ce sont là les leviers les plus importants du philosophe et du poète, là où se révèlent les points forts et les limites de l'argumentation.

Dumont construit son projet en quatre actes.

D'abord, il fait une mise en scène personnelle construite sur la découverte, quand il avait une quinzaine d'années, qu'il était «le fils d'un pays hypothétique» (p. 12). Dumont est un *rationaliste*. L'ambiguïté le gêne, les paradoxes aussi. Il va imposer un ordre, poser des repères dans cette réalité québécoise meuble de l'avant 1900. Au deuxième acte, l'auteur propose une «hypothèse de méthode» (p. 350) dont les contours sont esquissés en appendice. Dumont est un *idéaliste*. Son hypothèse de travail impose une «intelligibilité hypothétique» (p. 345) au développement des sociétés: elles passeraient successivement du stade de l'*appartenance*, à celui de l'*intégration*, puis à celui de la *référence*. Le troisième acte (en deux scènes) présente deux lectures-inventaires de l'histoire du Québec destinées à étayer cette hypothèse. Enfin le dernier acte est une sorte d'envoi à saveur politique.

L'urgence de mettre de l'ordre

Dumont a une grande fringale de sens. Il veut «corriger les historiens» qui tolèrent trop l'ambiguïté et mettre de l'ordre dans «l'histoire de la pensée québécoise» (DANDURAND, 1992, p. 42, 72). De là, l'hypothèse des trois stages, présentée comme une évidence. L'enchaînement des paragraphes coule de source, comme une musique de sirènes. Rien n'est plus rationnel qu'une rationalisation.

La sélection des idées, des dires, des écrits que propose le sociologue a été faite évidemment pour montrer que l'hypothèse est valable. Cette stratégie nécessite que «l'idéologie intervienne afin que commence le travail de l'historien» (p.165). C'est un point de vue qu'il défend depuis plus de trente ans (DUMONT, 1959): selon lui, les valeurs guident nécessairement le choix des historiens, et l'idéologie, les siens. Face à cette musique séduisante, il faut, comme Ulysse, s'attacher au mât.

Appartenance, intégration et référence sont des types idéaux de relations au groupe. Au commencement, il y a le groupement d'appartenance construit sur l'autonomie des individus qui jamais ne s'abolissent dans le groupe. Ensuite, se forme le groupement par intégration dans lequel les individus sont plus ou moins interchangeable et où le groupe affirme un «certain» ascendant. Enfin arrivent les «groupements par référence» pour lesquels les liens viennent surtout de la «conscience de former une communauté».

Pour Dumont, cette « conscience » n'est pas fondatrice dans les deux premiers cas. Or, la conscience est le seul fondement véritable du nationalisme et donc de la nation (WEINSTEIN, 1985, p. 71). Dumont va systématiquement banaliser et trivialisier les éléments de « conscience » qui existent dans les groupements d'appartenance et dans les groupements par intégration. Seule compte l'épiphanie de la conscience nationale québécoise dénotée par les idéologies, l'historiographie et la littérature. Le discours est le relais obligé de cette conscience. L'auteur se concentre donc sur l'analyse du discours et s'attache à montrer que, si la référence nationale affleure peut-être dans les périodes antérieures, elle ne devient jamais « référence première » avant le milieu du XIX^e siècle.

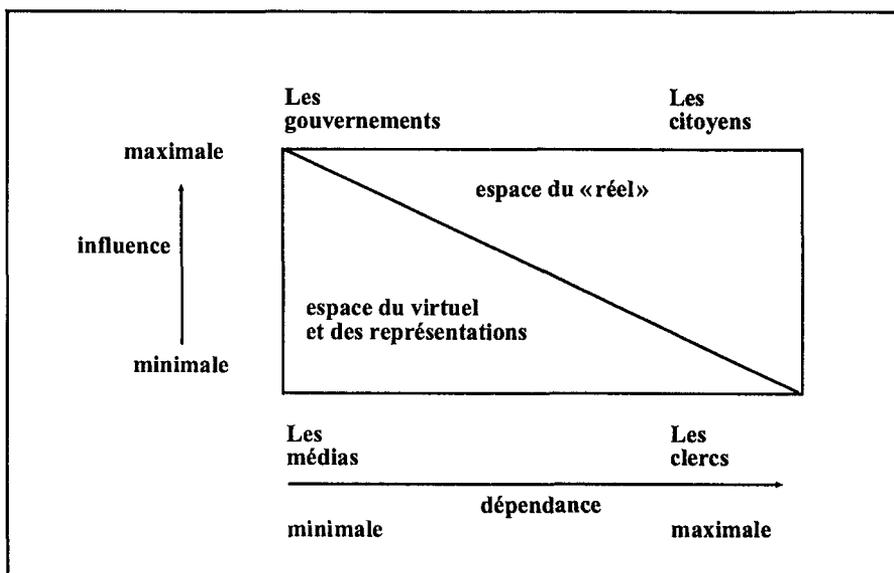
Un cadre conceptuel

Mot clé : la référence. C'est une borne, une sorte d'armistice entre les réalités géotechniques et les valeurs. Pour arriver à la fixer, il faut prospecter avec autant d'attention le terrain des enjeux « réels » que le théâtre des représentations, puisque c'est de la confrontation de ces deux ordres que va sortir toute référence. Mais, l'idéalisme de Dumont veille sur le chantier de construction de la référence. Le terrain des enjeux est examiné superficiellement : ce qui intéresse l'auteur, c'est le théâtre des représentations.

Balisons ces deux domaines, ratissés par les historiens, à l'aide d'un cadre général d'analyse emprunté aux jeux de stratégie — le « tablier des pouvoirs » (TENIÈRE-BUCHOT, 1986–1987). Dans ce cadre, les principaux intervenants sont placés aux quatre coins d'un carré selon leur degré d'influence et de dépendance : de bas en haut l'influence d'un acteur croît, alors que de gauche à droite c'est sa dépendance qui croît. Une stylisation du tablier des pouvoirs adaptée de Tenière-Buchot est présentée en figure 1.

Aux quatre coins du carré, les quatre principaux pouvoirs : (1) en haut à droite, les citoyens : au cœur du territoire du réel, ils ont beaucoup de pouvoir mais sont aussi myopes, dépendants ; il faut obtenir leurs suffrages, leur support, et c'est pourquoi les gouvernements vont les renseigner et les influencer, les clercs vont les instruire, les entraîner ; (2) en haut à gauche, les gouvernements, les acteurs les plus influents et les moins dépendants : détenteurs de la légitimité politique et maîtres de l'allocation des ressources ; (3) en bas à droite, les clercs qui sont les plus dépendants du système politique mais en sont aussi les évaluateurs ; ils sont un contre-pouvoir puisqu'ils disent ce qui est bien et ce qui est mal ; ils peuvent créer des mythes car ils se croient des intercesseurs privilégiés même si leur influence directe est minimale ; (4) en bas à gauche, les médias, sorte de caisse de résonance rendant compte plus ou moins fidèlement du fonctionnement du système réel ; ils sont nominalement peu influents et les plus indépendants au centre du théâtre des représentations : manipulés par les clercs, ils peuvent jouer un rôle de définisseurs de situation.

FIGURE 1

Le tablier des pouvoirs de Tenière-Buchot

Dumont occulte les jeux de pouvoir sur le terrain des réalités. Pour lui, seul compte le théâtre des représentations. La seule voie d'accès à la «réalité» passe par ce théâtre. Il écrira en 1981 que «l'existence n'est, à tout prendre, que la cendre de nos représentations» (DUMONT, 1981, p. 9). Son histoire de la pensée québécoise est une chronique de la longue marche vers la conscience nationale. Le théâtre des représentations envahit toute la scène et les trois grandes phases (appartenance, intégration, référence) sont autant d'étapes réglées par une sorte de théorème complexité-conscience à la TEILHARD DE CHARDIN : grâce à un approfondissement d'une époque à l'autre, la «référence» acquiert une vie autonome. Il n'y a pas un processus évolutif dicté tout autant par le géotechnique que les valeurs, mais une véritable progression des valeurs.

À travers l'iconoscope idéologique

La «démonstration» de la thèse se fait en deux étapes : d'abord un effort d'atténuation de l'importance de l'appartenance et de la conscience politique, ensuite une célébration de la référence à proprement parler.

La première partie de l'ouvrage pêche beaucoup par omission. L'iconoscope donne du relief sélectivement. Dans l'examen qu'il fait de la Nouvelle-France,

Dumont se concentre sur le grand projet européen d'une société canadienne planifiée qui échapperait aux vices de la société européenne. Cette hypothèse empruntée à Sigmund DIAMOND est attrayante. Elle prend cependant toute la place, alors qu'elle ne peut être qu'une lame de la paire de ciseaux. Il aurait fallu prendre en compte les forces géotechniques qui conforment le terrain des enjeux. Le plan de Colbert et de Louis XIV échoue parce qu'irréaliste; or, la «réalité» nord-américaine demeure pour Dumont un partenaire muet.

L'interprétation du tournant du XIX^e siècle est particulièrement faible. Dumont rabougrit la notion de «sentiment national» et fait du *surfing* autour de la «conscience politique» d'une manière guère convaincante. On se complait dans des représentations simplistes de ce qui se passe au Québec. On affadit le mouvement de dépassement et d'émancipation du tournant du siècle et on occulte complètement le programme économique et politique que se donne la communauté nationale (PAQUET et WALLOT, 1973, 1988). L'auteur privilégie les schèmes véhiculés par les Britanniques et occulte ou rabougrit les interprétations de rechange. Est atténué au point d'être méconnaissable le sens de la Constitution de 1791. Pour Dumont, celle-ci n'est pas libérale: les «libertés anglaises» (p. 144, 147) sont une sorte de déqualification des Canadiens qui, en gagnant la citoyenneté, auraient perdu leur âme.

La partie plus constructiviste de l'ouvrage, la seconde, pêche par exclusion. La grille idéologique réclame du blanc et du noir alors que tout est gris. Et comme l'hypothèse veut que la référence «habitable» ne vienne que plus tard, on caricature le politique en jeux dérisoires du patronage pour en faire un jeu à somme négative. En fait, la politique est d'une importance centrale: les jeux usuels du partage de la souveraineté sont au cœur de la démocratie en train de prendre au pays (PAQUET et WALLOT, 1974). Pour Dumont, tout cela est futile: «les jeux politiques de parti distraient les esprits des grands défis» (p. 235).

Ayant affadi toute la dynamique nationaliste entrepreneuriale du tournant du XIX^e, Dumont se rabat sur quelques commentaires d'Étienne Parent, dont une phrase maîtresse, qui supposément éclaire tout (p. 253, 276).

«Lorsque dans un mouvement, dans une démarche quelconque, il y aura clairement à gagner pour notre nationalité, ne nous inquiétons du reste que secondairement. Notre nationalité pour nous, c'est la maison; tout le reste n'est que l'accessoire, qui devra nécessairement suivre le principal».

Enfin naît la conscience nationale. Il ne reste qu'à chercher dans des jeux de miroirs, au cœur du théâtre de représentations, le sens de la société québécoise: la grille idéologique va cerner dans un corpus extrêmement sélectif de textes le «recours» à l'utopie et à la mémoire pour construire la «référence» et annoncer la naissance d'«un nationalisme du retrait, de la survivance».

*

* *

Devant cet évangile selon Dumont, les historiens éprouveront un certain malaise. Bien des sociologues moins idéalistes ne s'y retrouveront d'ailleurs pas non plus. Quels seront donc les lecteurs satisfaits? Ceux qui y découvriront une histoire selon leurs besoins, c'est-à-dire une histoire que Dumont lui-même définit comme «une peinture de notre ancienne déchéance collective» (p. 330).

Dans son livre, Dumont «rationalise» une certaine mouvance, une certaine dérive de la société québécoise que lui-même considère comme «déchéance collective» entre 1850 et 1950 et qui aurait sa source dans le manque à «réconcilier la communauté nationale avec un grand projet politique» (p. 335). De là auraient coulé des «réflexes» des Québécois qui sont présentés comme des tares. De là aussi l'appel final pessimiste et ulcéré au «courage de la liberté».

Toute cette construction repose sur une poutre centrale, cette référence qui se dérobo.

Il est clair que les individus participent «très inégalement» (p. 18) à cette référence. Dumont ne peut même pas nier la possibilité qu'il puisse s'agir d'une «espèce de noosphère qui sert de caution à la nation et à laquelle on se réfère sans la connaître» (p. 350). De là à penser que c'est un être de raison, il n'y a qu'un pas. Mais, pour l'auteur, cette «référence» n'est pas un être de raison, ni un construit canonique officialisé par les clercs. C'est la grille d'interprétation obligatoire parce que susceptible de «contribuer à l'édification d'une *référence habitable*» (p. 351-352). Cette lecture idéologique du passé vient asseoir un projet politique explicité il y a plus de vingt ans (DUMONT, 1971).

On aboutit pourtant à une situation paradoxale. Il y a progression trouble dans la longue marche vers la conscience nationale. De la communauté affective (que Dumont ne prend pas vraiment au sérieux) à la conscience politique (jugée réductionniste parce qu'elle donne au politique et à la citoyenneté préséance sur le national) vers une véritable conscience nationale ancrée dans un discours tributaire de l'utopie et du romantisme de ses origines, cette démarche débouche sur une nouvelle réconciliation putative de la communauté nationale avec un projet politique. Voilà qui ne peut qu'atténuer le national pour autant qu'on valorisera la citoyenneté. On peut se demander si nous ne sommes pas revenus à la case départ: condamnés à vainement chercher une «référence habitable» qui n'existerait que dans le monde des figures impossibles à la Escher.

Gilles PAQUET

*Faculté d'administration,
Université d'Ottawa.*

BIBLIOGRAPHIE

- DANDURAND, Renée B., « Marcel Rioux et Fernand Dumont : deux penseurs québécois de la culture », 1992 dans : Jacques HAMEL et Louis MAHEU (dirs), *Hommage à Marcel Rioux*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 39-76.
- DUMONT, Fernand, « La référence aux valeurs dans les sciences de l'homme », *Anthropologica*, I, 1-2 : 1959 72-90.
- DUMONT, Fernand, *La vigile du Québec*, Montréal, HMH, 1971
- DUMONT, Fernand, *L'anthropologie en l'absence de l'homme*, Paris, Presses universitaires de France, 1981
- DUMONT, Fernand, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1993
- PAQUET, Gilles et Jean-Pierre WALLOT, *Patronage et pouvoir dans le Bas-Canada au tournant du XIX^e siècle*, Montréal, Presses de l'Université du Québec.
- PAQUET, Gilles et Jean-Pierre WALLOT, « Groupes sociaux et pouvoir : le cas canadien au tournant du XIX^e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 27, 4 : 509-564.
- PAQUET, Gilles et Jean-Pierre Wallot, *Le Bas-Canada au tournant du XIX^e siècle : restructuration et modernisation*, Ottawa, Société historique du Canada.
- TENIÈRE-BUCHOT, P. F., « Le tablier des pouvoirs », *Stratégie*, nos 30-34. 1986-1987
- WEINSTEIN, M. A., *Culture Critique : Fernand Dumont and New Quebec Sociology*, Montreal, New World Perspectives, 1985

COMMENTAIRES DE FERNAND DUMONT

Je remercie les responsables de *Recherches sociographiques* d'avoir songé à réunir ces textes à propos de mon ouvrage sur la *Genèse de la société québécoise*. Je ne suis pas certain que le livre mérite une telle attention; je me réjouis de voir s'instaurer ainsi un passionnant débat auquel je ne pourrai malheureusement ajouter, pour l'heure, que de brèves considérations. Les appréciations positives m'ont réconforté; les observations critiques m'ont vivement intéressé et, au-delà des remarques que je formulerai, elles continueront d'alimenter mes réflexions.

Si je mets à part l'article de monsieur Paquet auquel je reviendrai pour finir, les études rassemblées ici me paraissent soulever principalement deux ordres d'interrogations ou de divergences : d'une part, sur les appuis théoriques de l'ouvrage; d'autre part, sur la portée et les limites d'une pareille reconstitution de la genèse pour l'interprétation du Québec contemporain.

Envisagée pour elle-même, la perspective théorique que j'ai adoptée exigerait des développements beaucoup plus amples que les indications fournies dans la brève introduction et l'appendice du livre. Je ne voulais pas proposer une théorie

que j'aurais illustrée par un cas concret mais étudier une société en renvoyant incidemment à des travaux d'ambition plus proprement théoriques que j'ai publiés par ailleurs. Donc, la sobriété était de mise en la circonstance; ce n'est pas une raison pour que j'évite des problèmes que mes collègues soulignent à juste titre.

On m'accordera, je crois, un présupposé: une société globale (une formation sociale, si on préfère) n'est pas simplement un agrégat de faits observables; là comme ailleurs, il existe une échelle des phénomènes, et la question était de savoir comment se situer au niveau de la totalité. La notion de *référence* me semble, non pas commander à elle seule l'examen de ce niveau, mais permettre de le repérer. J'y vois la résultante d'un dédoublement, d'une construction, d'une objectivation, dont les idéologies, l'historiographie, la littérature seraient les indices principaux. Il n'y a là ni *culturalisme* ni *idéalisme*; l'idéologie, par exemple, et Marx en convenait aisément, est bien une *réalité*. Certes, si on s'y enferme sous prétexte de la comprendre, on s'égarerait dans une sorte d'empyrée social; mais, en s'attachant à en montrer le fonctionnement dans le contexte des phénomènes démographiques, économiques et autres, on se plie simplement à la démarche habituelle de la sociologie. L'analyse sociologique est susceptible de points de vue divers, selon le problème que l'on se pose; choisir la culture est aussi légitime que d'élire l'angle de prise économique, à la condition de prendre en compte l'ensemble du social.

La relation entre *nation* et *politique* dans la composition d'une société globale fait autrement difficulté. Là-dessus, les remarques de monsieur Bourque sont d'une grande importance. Dans mon travail, j'ai retenu deux facteurs concurrents, deux *figures* si l'on veut, de la société globale. La nation est d'abord une communauté, en ce sens qu'elle reporte à une parenté d'origine, réelle ou supposée, à une culture à laquelle des individus s'identifient. (Est-il utile de souligner qu'il arrive fréquemment que cette identification soit adoptée par des personnes provenant d'une autre culture?) Ce que Brigitte Dumas appelle «sociabilité et parenté d'origine» sont alors décisifs et peuvent peser considérablement, comme j'ai essayé de le montrer, sur la formation d'une société et opposer une «organisation par en bas» à une «organisation par en haut». À la nation, j'ai joint l'organisation politique. Je ne réduis pas celle-ci à des mécanismes, car elle suppose des formes spécifiques de solidarité, dont l'histoire du Québec et du Canada illustre fort bien la présence dans certains cas et la carence dans d'autres. J'ai cru percevoir dans la nation et l'organisation politique, dans les jeux de leurs rapports, la constitution d'un *espace public* sans lequel il n'y a pas de société globale. J'ai attribué la *référence* à la nation et l'*intégration* à la politique, dans un raccourci sans doute beaucoup trop rapide. De toute façon, je suis pleinement d'accord avec monsieur Bourque lorsqu'il écrit qu'«il n'y a pratiquement que des États multinationaux», que le Québec est «une société pluri-nationale et pluri-ethnique». J'ai même insisté dans mon livre sur la coexistence au Québec de deux embryons de sociétés concurrentes. Je n'identifie donc pas société et nation; si monsieur Bourque a pressenti chez moi pareille confusion, c'est que je n'ai pas été assez explicite. Par ailleurs, j'admets volontiers

avec monsieur Bourque que le «concept de société réfère de façon abstraite aux grands procès de production ou de structuration de la société globale»; il me fallait bien, pour un cas relativement circonscrit, mettre en œuvre des instruments d'analyse un peu plus limités.

Entre autres réflexions que propose monsieur Simard dans le style savoureux qu'on lui connaît, je retiens surtout les pages sur la *référence*. Il illustre par des exemples très éclairants les prolongements de cette notion dans l'ensemble des phénomènes sociaux, dans ce que j'appelle pour ma part des *vécus parallèles*. Je crois l'avoir marqué dans l'appendice du livre en évoquant moi-même quelques exemples: cette présence du dédoublement partout dans la vie sociale suggère que la *référence* que l'on décèle au niveau de la société globale ne surgit pas là comme de nulle part mais qu'elle est présumée par des phénomènes analogues disséminés ailleurs. Cela n'empêche pas d'étudier pour elle-même la construction de la *référence*. D'autant que celle-ci, aussi voisine qu'elle soit avec d'autres modalités de participation à la vie collective, concerne inégalement les classes sociales. Je l'ai noté dans mon livre, mais cela appellerait une prospection beaucoup plus étendue.

La deuxième catégorie d'interrogations et de réticences que j'ai retenue concerne la portée de l'analyse généalogique pour la compréhension de la société québécoise d'aujourd'hui. Sous des formules diverses, le problème revient chez Brigitte Dumas, Greg M. Nielsen, Jacques Beauchemin et incidemment chez Alain Gagnon (à propos du nationalisme). Monsieur Beauchemin écrit: «Tout se passe comme si l'histoire du Québec contemporain était tout entière contenue ou anticipée dans les soubresauts du siècle dernier.» Telle n'est pas ma pensée. J'ai essayé de m'exprimer là-dessus à quelques reprises dans mon ouvrage. Je me permets de reprendre deux passages. Après la genèse, «l'histoire poursuivra son cours; des changements imprévisibles ne cesseront pas de survenir. Mais si cette première forme de conscience historique aura à subir les contrecoups du devenir, en retour elle lui imprimera son propre mouvement et en inspirera les interprétations» (p. 320). «Au cours des premières phases du développement d'une collectivité sont mis en forme des tendances et des empêchements qui, sans déclencher la suite selon des mécanismes d'une évolution fatale, demeurent des impératifs sous-jacents au flot toujours nouveau des événements. Comme si l'histoire se situait à deux niveaux, les sédiments de la phase de formation restant actifs sous les événements des périodes ultérieures» (p. 331). Ainsi, les hypothèses que j'ai soumises en conclusion du livre afin d'illustrer l'intérêt de la genèse pour l'éclairage de la société actuelle ne visaient aucunement à quelque extrapolation déterministe. D'ailleurs, pour avancer sur cette difficile question des analyses solides, on ne saurait se limiter à une étude de la genèse comme celle que j'ai tentée; il faudrait la compléter par un examen proportionné de l'avènement du Québec contemporain. Monsieur Beauchemin reprend trois thèmes à propos desquels je soulignais l'héritage du passé pour insister, de son côté, sur des influences ou des coordonnées présentes. Ces

réflexions sont tout à fait pertinentes, sans pour autant, me semble-t-il, contredire les miennes.

Dans quelle mesure, le cadre théorique adopté dans ce livre serait-il applicable au Québec contemporain, se demandent avec raison certains commentateurs? Seule sa mise en œuvre permettrait de répondre de façon convenable. Je crois néanmoins que la *référence* pourrait être un bon fil conducteur, toujours à la condition de n'en pas faire l'histoire isolément, d'en suivre les vicissitudes à travers les changements des structures sociales. On verrait peut-être comment elle s'est modifiée en servant de justification ou d'alibi, comment elle a fait défection depuis quelques décennies et devant quels problèmes nous sommes maintenant placés pour nous représenter collectivement... et nous interpréter sociologiquement.

J'en viens, pour terminer, au texte de monsieur Paquet. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il est écrit avec une tout autre encre que les autres. En le parcourant, j'avoue avoir été stupéfait; j'ai eu l'impression de me trouver devant une espèce de règlement de compte, sans d'ailleurs parvenir à deviner de quel *compte* il s'agit. S'ils se fient à monsieur Paquet, ceux qui n'auront pas lu mon livre ne manqueront pas d'admirer l'extraordinaire tour de force par lequel je serais parvenu à accumuler une telle somme de sottises et d'inepties dans un seul volume. En tout cas, je me sens incapable de discuter avec l'auteur d'énoncés comme ceux-ci où il affirme résumer ma pensée, et que je retiens à titre d'exemples: «pour lui, seul compte le théâtre des représentations» [...] «la conscience, seul fondement valable du nationalisme» [...] «une véritable progression des valeurs...», «cette constitution (celle de 1791) n'est pas libérale...», «une phrase maîtresse d'Étienne Parent qui supposément éclaire tout...» Monsieur Paquet m'attribue le dessein de «corriger les historiens», semblant me citer, alors qu'il cite une publication où je ne suis pour rien. Il me qualifie de «rationaliste», d'«idéaliste»; il m'accuse de pratiquer des «rationalisations» et de commettre combien d'autres péchés graves dont je n'ai ni le loisir ni l'envie de me disculper.

S'il est des auteurs qui pointent du doigt, comme le note monsieur Paquet au début de son article, de sorte qu'on finit par ne voir que leur doigt, il en est d'autres qui brandissent le poing; ce qui est une façon plus assurée encore d'attirer l'attention sur soi. Je n'insiste pas davantage sur ce texte qui ne me paraît relever ni de la sociologie ni de l'histoire. Du persiflage, peut-être?

Fernand DUMONT